FinDev Canada



FINDEV CANADA | RAPPORT ANNUEL 2024

LE RÔLE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR RELEVER LES DÉFIS URGENTS DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS ET LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

Table des matières

Introduction : Le rôle du financement du développement pour relever les défis urgents dans les marchés émergents et les économies en développement. IV

Message de la présidente du conseil d'administration V

Message de la cheffe de la direction VI

Faits saillants de 2024 VIII

Aperçu financier IX

Mise à jour des investissements et principales transactions X

Clients 2024 XI

État du portefeuille XVII

Soutenir l'action en faveur du climat et de la nature sur tous les fronts XX

Assistance technique XXIII

Clients 2024 XXIV

FinDev Canada et AVLA : renforcer le pouvoir économique des femmes grâce à l'assistance technique XXVI

Inclusion, diversité et équité (IDE) XXVII

Initiatives IDE XXVIII

Vision pour 2025 et l'avenir XXIX

Priorités stratégiques pour 2025 et l'avenir XXX

Introduction : Le rôle du financement du développement pour relever les défis urgents dans les marchés émergents et les économies en développement



Notre monde traverse une période d'incertitude marquée par une convergence sans précédent de défis mondiaux. Les bouleversements politiques et économiques partout sur la planète, jumelés à l'aggravation des enjeux de développement, soulignent l'urgence de mettre en œuvre des solutions coordonnées à l'échelle internationale.

Ces questions qui dépassent les frontières mettent en lumière une dure réalité : aucun pays ne peut se mettre à l'abri de l'effet domino des crises mondiales. C'est pourquoi le Canada contribue activement à relever ces défis en exploitant toutes les ressources à sa disposition et en affirmant son rôle de leader mondial en matière de développement international.

Le Canada dispose d'un vaste arsenal à cet effet, qu'il s'agisse de programmes d'aide humanitaire, de subventions, de contributions au système multilatéral ou du financement du développement.

En tant qu'institution financière de développement (IFD) bilatérale du Canada, FinDev Canada est parfaitement positionnée pour déployer des solutions en adéquation avec les priorités de développement international du Canada, renforcer les liens économiques et combler les lacunes dans les marchés émergents et les économies en développement (MEED).

Depuis sept ans, FinDev Canada encourage une croissance économique durable et inclusive dans les MEED, tout en constituant un portefeuille qui assurera sa viabilité financière à long terme.

Dans le contexte instable actuel, FinDev Canada reste déterminée à travailler avec le secteur privé et par son intermédiaire pour combler les écarts de développement. Le présent rapport annuel décrit les activités et les progrès réalisés en 2024 en regard de cet objectif.

Message de la présidente du conseil d'administration

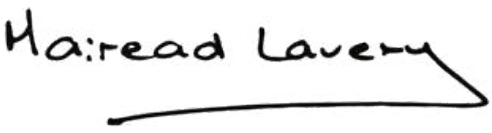


L'année 2024 en a été une de transformation pour FinDev Canada, et de véritables progrès ont été accomplis pour répondre aux défis de développement les plus pressants. En tant que présidente du conseil d'administration, je suis extrêmement fière de nos réalisations et de notre influence sur la scène mondiale.

Cette année, FinDev Canada a réaffirmé son engagement à soutenir une croissance économique durable et inclusive dans les marchés émergents et les économies en développement (MEED) sous forme de solutions de financement et d'investissement dans les infrastructures durables, l'agriculture et la foresterie, et l'industrie financière dans sa globalité, dans le but de soutenir l'action pour le climat et la nature, l'égalité des genres et le développement de marchés locaux.

Le conseil d'administration a joué un rôle crucial dans l'orientation stratégique de FinDev Canada, en particulier en contribuant à l'élaboration du plan d'entreprise 2025-2029, à l'ouverture à Singapour du premier bureau à l'étranger, ainsi qu'à l'expansion de la présence internationale de l'organisation.

Alors que mon mandat de présidente du conseil d'administration tire à sa fin, j'adresse mes meilleurs vœux à ma successeure, Alison Nankivell. Maintenant à la tête du conseil d'administration, elle veille à la gestion et à l'orientation stratégique de FinDev Canada afin de soutenir sa mission de promouvoir le développement par l'entremise du secteur privé. Je tiens aussi à remercier sincèrement la cheffe de la direction, Lori Kerr, ainsi que toute l'équipe de FinDev Canada pour son dévouement et sa passion. Je quitte une organisation qui me remplit de fierté en ayant la certitude qu'elle sera en mesure d'induire des changements positifs et de contribuer de façon utile aux priorités du Canada en matière de développement international.



Mairead Lavery
Présidente du conseil d'administration de FinDev Canada et cheffe de la direction d'Exportation et développement Canada (2019-2024)

Message de la cheffe de la direction



L'année 2004 a été riche en réalisations remarquables et en progrès significatifs pour FinDev Canada. Alors que nous continuons à soutenir le développement des marchés émergents et les économies en développement (MEED) avec le secteur privé et par son intermédiaire, je suis fière de mettre de l'avant comment nous avons élargi notre portefeuille, approfondi notre impact et renforcé les assises de notre succès futur.

Cette année, nous avons continué à appuyer des initiatives du secteur privé en faveur de l'action pour le climat et la nature, de l'égalité des genres et du développement de marchés en déployant des solutions tant financières que non financières. En 2024, nos engagements financiers ont ciblé des domaines comme les infrastructures et les pratiques agricoles durables, les solutions centrées sur la nature, ainsi que le financement de petites et moyennes entreprises (PME) par l'entremise d'institutions financières locales. Parmi les faits marquants, je tiens à mentionner notre participation au premier fonds de crédit privé spécialisé en financement climatique d'Amérique latine et à la première obligation bleue du Costa Rica. Nous avons aussi réalisé notre premier investissement dans la région indo-pacifique, lequel vise à accroître la capacité de production d'énergie renouvelable en Thaïlande.

FinDev Canada reconnaît l'importance capitale de la mobilisation de capitaux privés. C'est pourquoi nous sommes fiers des avancées de GAIA, une plateforme de financement mixte de 1,48 G$ US spécialisée en projets d'adaptation et d'atténuation dans les pays émergents. Cette initiative menée avec nos partenaires MUFG Bank, Ltd., le Fonds vert pour le climat et Climate Fund Managers a été officiellement annoncée lors de la COP29. GAIA mobilisera des capitaux privés en appui à des solutions climatiques innovantes qui participent à la mise en place d'économies sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques.

En 2024, nous avons reçu un bon coup de pouce du gouvernement du Canada, qui a annoncé une nouvelle facilité de financement concessionnel de 720 M$ CA, dont une tranche de 20 M$ CA servira à accroître la portée de notre assistance technique. Cette facilité élargit notre arsenal de solutions de financement mixte pour mobiliser des capitaux privés à grande échelle et offrir des options de financement plus souples à notre clientèle.

Nous avons aussi resserré nos liens avec les institutions de financement du développement (IFD) du G7, notamment dans la perspective de la présidence canadienne du G7 en 2025. Nous avons continué à piloter des initiatives visant à accroître les capitaux privés investis dans des systèmes alimentaires durables, l'énergie, les infrastructures et d'autres domaines essentiels, en mettant en commun nos expertises et nos ressources pour impulser des changements concrets. De telles collaborations sont indispensables pour réduire les inégalités dans le monde et promouvoir un développement durable.

En 2024, nous avons élargi de façon impressionnante la portée de notre portefeuille. En effet, les engagements de financement et d'investissement ont bondi de 54 % par rapport à 2023. Nous gérons aujourd'hui des actifs d'une valeur de plus de 1 G$ CA, un chiffre qui devrait atteindre 4,8 G$ CA d'ici cinq ans.

Voici un aperçu des indicateurs de rendement clé pour 2024 :

- 505,1 M$ US en nouveaux engagements signés, dont 28 M$ US dans les pays les moins avancés (PMA).
- 316 M$ US en engagements admissibles au Défi 2X, pour renforcer le pouvoir économique des femmes par un meilleur accès au financement, aux occasions de leadership, à des emplois de qualité et à la participation économique.
- Mobilisation de capitaux privés d'une valeur de 131,9 M$ US.
- Total de 48 entreprises clientes, ce qui témoigne de l'élargissement de notre portée et de notre impact.

Quant à ce que nous réserve l'avenir, plusieurs développements emballants nous aideront à continuer sur notre lancée et à multiplier notre impact. Notons entre autres l'ouverture officielle de notre premier bureau international à Singapour, qui facilitera notre expansion dans l'Indo-Pacifique. Comme je le dis souvent à mon équipe, la vitesse de nos progrès dépend des liens de confiance établis. En étant présents sur le terrain dans nos régions cibles, nous deviendrons un partenaire de confiance et pourrons mieux saisir les occasions de collaboration. Notre bureau à Singapour nous aidera à soutenir le financement et les investissements privés dans la région, en cohérence avec les priorités du Canada en matière de développement international.

Je remercie chaleureusement notre conseil d'administration pour ses conseils avisés, ainsi que nos entreprises clientes et nos partenaires pour leur confiance et leur détermination à promouvoir une croissance économique durable et inclusive dans les MEED. Mais par-dessus tout, je tiens à exprimer toute ma gratitude à la grande équipe de FinDev Canada pour son dévouement sans faille et l'énergie qu'elle met au service de notre mission. Ensemble, continuons à encourager le changement positif et à avoir un impact concret sur le monde.

Cordialement,



Lori Kerr
Cheffe de la direction

Faits saillants de 2024



Présence régionale

FinDev Canada s'apprête à étendre sa présence en Indo-Pacifique avec l'ouverture, au premier trimestre de 2025, d'un bureau à Singapour. Cette présence sur le terrain nous aidera à tisser des liens avec les entreprises, les banques, les investisseurs, les organisations homologues et les gouvernements de la région. FinDev Canada pourra ainsi mieux saisir les occasions de financement et d'investissement et renforcer la coopération, pour assurer une croissance économique durable et inclusive.

Quant à ce que nous réserve l'avenir, FinDev Canada continuera d'étendre son empreinte régionale, d'approfondir les relations avec le secteur privé dans les MEED et de collaborer de près avec les partenaires régionaux.

EN LIRE PLUS ↗



Mise à jour sur GAIA

À la COP29 tenue en novembre 2024, FinDev Canada, MUFG Bank, Ltd. (MUFG), le Fonds vert pour le climat et le gestionnaire de fonds Climate Fund Managers (CFM) ont annoncé s'être entendus sur les modalités commerciales de la plateforme GAIA, dont la première levée de fonds est prévue en 2025. Initialement annoncée en octobre 2023, GAIA est une plateforme de financement mixte de 1,48 G$ US qui consentira des prêts à long terme pour financer des projets d'adaptation et d'atténuation dans 19 pays des MEED les plus vulnérables au climat. Les premiers investissements sont prévus peu de temps après la clôture.

EN LIRE PLUS ↗



Miser sur les partenariats pour accroître l'impact

Dans le cadre de la présidence canadienne du G7 en 2025, FinDev Canada explorera, avec les autres IFD du groupe, les meilleurs moyens d'exploiter toute la puissance du secteur privé en faveur de l'innovation, de la création d'emplois et du développement de marchés en réponse aux défis mondiaux.

La plateforme du G7 est une occasion unique de réunir les IFD, de s'entendre sur les priorités communes et de démontrer à nos partenaires, clients et actionnaires notre valeur collective pour faire progresser le développement durable et les avancées sociales en misant sur la croissance et la mobilisation de fonds privés.

En cohérence avec la priorité de la présidence canadienne en matière de financement du développement, la stratégie des IFD du G7 sera axée cette année sur la mobilisation de capitaux privés et l'élaboration d'approches coordonnées pour attirer davantage d'investissements dans les infrastructures et l'énergie, l'exploitation de minéraux critiques et les systèmes alimentaires durables dans les MEED.

EN LIRE PLUS ↗

Aperçu financier

En 2024, les produits nets du financement et des placements de FinDev Canada se sont élevés à 55,6 M$ CA, une hausse de 26,5 M$ par rapport à 2023. Cette croissance est en grande partie attribuable à l'augmentation des revenus tirés des prêts, qui résulte de l'expansion de notre portefeuille de prêts. Le total des actifs a augmenté de 446,4 M$ CA par rapport à décembre 2023, ce qui reflète la croissance soutenue de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions. Les charges administratives ont été inférieures de 2,9 M$ CA aux estimations de notre plan d'entreprise, ce qui démontre notre gestion rigoureuse des coûts et notre efficacité opérationnelle.

EN LIRE PLUS ↗

Mise à jour des investissements et principales transactions

Transactions signées en 2024

access

BANCO NACIONAL

Creador

Enertur

ETG

FirstRand Bank

Genneia

GULF

LAAD

PEMBANI • REMGRO INFRASTRUCTURE FUND

GRUPO SURPAPEL UNA SOLUCIÓN RESPONSABLE

Stanbic IBTC A member of Standard Bank Group

Transactions approuvées en 2024

AIIF4 AFRICAN INFRASTRUCTURE INVESTMENT MANAGERS

ACA Asociación de Cooperativas Argentinas

EcoEnterprises Fund

HDBank

LocfundNext

PORTLAND PRIVATE EQUITY

VPBank

Clients 2024



Access Bank

Fondée en 1998, Access Bank figure parmi les 15 plus importantes banques d'Afrique. La banque a démontré sa capacité à rendre les services financiers plus accessibles aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), notamment celles détenues et dirigées par des femmes, en proposant des solutions financières et non financières adaptées à leurs besoins. FinDev Canada participe à une facilité de prêt syndiquée de 295 M$ US dirigée par FMO, la banque de financement du développement des entreprises des Pays-Bas, pour que les MPME mal desservies, y compris celles dirigées par des Nigérianes, aient plus facilement accès à des solutions de financement.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 25 million

ODD :

5 8 13



Banco Nacional de Costa Rica

Fondée en 1914, Banco Nacional de Costa Rica (BNCR), un conglomérat financier détenu à 100 % par le gouvernement costaricain, est la plus grande banque commerciale du pays en termes d'actifs et de portefeuille de prêts. Avec plus de 170 succursales dans tout le pays et quelque 1 200 établissements commerciaux affiliés à BN Services, BNCR est une institution indispensable au développement économique du Costa Rica. FinDev Canada participe à une obligation bleue de 50 M$ US émise par BNCR pour soutenir l'expansion du financement offert aux MPME et aux entreprises de l'économie bleue du Costa Rica.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 20 million

ODD :

6 8 14



Creador VI, L.P.

Fondée en 2011, Creador a mobilisé plus de 3 M$ US d'actifs sous gestion par l'intermédiaire de six fonds pour le compte d'institutions de développement, de compagnies d'assurance, de fonds de dotation universitaires, de fonds de pension et d'organismes gouvernementaux parmi les plus importants du monde, ainsi que pour des gestionnaires de patrimoine privé et des particuliers.

FinDev Canada investit dans le fonds Creador VI pour soutenir les moyennes entreprises de plusieurs pays de la région indo-pacifique, notamment la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et l'Inde. Le fonds se concentre sur des secteurs à forte croissance tels que l'industrie manufacturière, les services financiers, les soins de santé, le commerce de détail et les services aux entreprises.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 40 million

ODD :

3 5 8 9



Energía Turística S.A.

Energía Turística S.A. (Enertur) est une filiale d'InterEnergy Group en République dominicaine. InterEnergy Group fournit de l'électricité à des citoyens et à des villes des Caraïbes et d'Amérique latine. FinDev Canada participe à une facilité de prêt de 56,4 M$ US dirigée par IDB Invest pour soutenir le développement, la construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque qui assurera un approvisionnement énergétique constant au réseau électrique de la République dominicaine.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 18.8 million

ODD :

5 7 8 13



Export Trading Group

Export Trading Group (ETG), la société mère d'AGRI Commodities & Finance FZE FZ-LLC (ACF), gère une chaîne d'approvisionnement agricole verticalement intégrée qui regroupe l'approvisionnement, la transformation, l'entreposage, le transport, la distribution et la commercialisation de produits dans plus de 50 pays, surtout en Afrique subsaharienne. FinDev Canada participe à un prêt lié à la durabilité de 394 M$ US syndiqué par FMO (la banque de financement du développement des entreprises des Pays-Bas) et la Eastern and Southern African Trade & Development Bank, pour encourager des pratiques durables et inclusives dans la filière agroalimentaire africaine.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 75 million

ODD :

2 8 13



FirstRand

FirstRand Bank Limited est la plus grande institution financière d'Afrique en ce qui a trait à la capitalisation boursière et la deuxième banque en importance d'Afrique du Sud sur le plan des actifs totaux. FirstRand offre une gamme complète de services bancaires aux particuliers et aux entreprises de toute taille d'Afrique du Sud ainsi que des services d'investissement, en plus de produits spécialisés dans certains marchés internationaux. Cette deuxième transaction entre FinDev Canada et FirstRand fait suite à la première réalisée en octobre 2020. Ce prêt renforce la capacité financière de FirstRand pour l'aider à fournir des solutions de prêt innovantes à sa clientèle composée de quelque 700 000 petites et moyennes entreprises (PME).

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 100 million

ODD :

7 8 11 13



Genneia S.A.

Principale société de production d'énergie renouvelable d'Argentine en ce qui a trait à la capacité installée, Genneia génère 20 % de l'électricité renouvelable installée du pays en date de septembre 2024. Genneia est également le premier producteur d'énergie au pays à dépasser 1 GW de capacité d'énergie renouvelable installée. Genneia développe, aménage, construit et exploite un portefeuille diversifié de centrales en Argentine. FinDev Canada participe à une facilité de prêt syndiquée de 100 M$ US dirigée par FMO, la banque de financement du développement des entreprises des Pays-Bas, afin de financer la construction de deux nouveaux projets d'énergie renouvelable en Argentine.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 40 million

ODD :

5 7 8 13



Gulf Renewable Energy Company Limited

Gulf Energy Development Public Company (GULF) est l'une des plus grandes sociétés privées de production d'électricité en Thaïlande. Depuis son premier appel public à l'épargne en 2017, GULF s'est développée dans plusieurs sous-secteurs des infrastructures, notamment les services publics et les infrastructures numériques. FinDev Canada participe à une facilité de prêt d'environ 961 M$ US dirigée par la Banque asiatique de développement (ADB) pour financer le développement et la construction en Thaïlande de huit nouvelles centrales électriques solaires photovoltaïques et de quatre centrales électriques solaires photovoltaïques dotées d'un système de stockage d'énergie sur batterie.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 59 million

ODD :

5 7 8 13



Latin American Agribusiness Development Corporation S.A.

Latin American Agribusiness Development Corporation (LAAD) est une société privée d'investissement et de développement dont la mission est de financer des projets agroalimentaires de petite et moyenne taille en vue d'appuyer le développement économique, environnemental et social en Amérique latine. FinDev Canada participe à une facilité de prêt de 72 M$ US syndiquée par FMO, la banque de financement du développement des entreprises des Pays-Bas, pour élargir le financement agricole offert aux PME dans plus de 15 pays couvrant la plupart des régions rurales d'Amérique latine et des Caraïbes.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 40 million

ODD :

5 8 13



Pembani Remgro Infrastructure Fund II

Pembani Remgro Infrastructure Fund II (PRIF II) est un fonds d'investissement privé axé sur les infrastructures qui investit des fonds propres et des quasi-fonds propres dans des entreprises et des projets situés principalement en Afrique subsaharienne. L'investissement de FinDev Canada aidera à répondre aux besoins en capitaux à long terme dans des infrastructures durables liées à la production d'énergie, à la transition énergétique, au transport, à la logistique et aux services numériques, lesquelles sont toutes indispensables au développement économique régional.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 35 million

ODD :

5 7 8 13



Surpapel

Fondée en 1965, Surpapel a connu une croissance constante pour devenir aujourd'hui l'un des principaux fabricants durables de boîtes en carton d'Équateur. L'entreprise est réputée pour son utilisation de matières premières recyclées et sa volonté de réduire au minimum l'eau consommée et les résidus chimiques.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 12 million + USD 3 million through 2X Canada

ODD :

5 8 12 13



Stanbic IBTC Bank PLC

Stanbic IBTC Bank est une institution nigériane qui offre une gamme diversifiée de services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Déterminée à promouvoir un développement durable, Stanbic encourage le bien-être de son personnel, cultive des partenariats durables, valorise les collectivités en leur offrant des solutions de finance durable et déploie des programmes communautaires. Le prêt de FinDev Canada appuiera les activités de durabilité de Stanbic au Nigeria et contribuera au développement des secteurs productifs de l'économie, y compris l'agroalimentaire, la santé, l'éducation, le logement abordable et les infrastructures durables.

EN LIRE PLUS ↗

ENGAGEMENT DE FINDEV CANADA :

USD 40 million

ODD :

5 8 10 12

État du portefeuille

Au 31 décembre 2024
En dollars américains

48
entreprises clientes

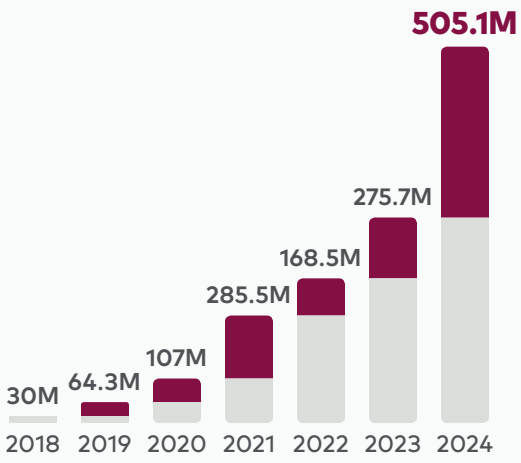
1,3 G$
d'engagements signés au total[1]

64,5 %
d'investissements 2X[2]

38 %
des fonds investis dans l'action climatique[3]

14 %
des fonds investis dans des PMA/PEID[4]

Nouveaux engagements ($ US)



Impact déclaré par les entreprises clientes

Dévelop-pement de marchés	**223 259** emplois soutenus et **325 611** MPME financées
Égalité des genres	**89 682** emplois occupés par des femmes et financement de **107 644** MPME détenues par des femmes
Action pour le climat et la nature	**3 564** GWh d'énergie propre produite et **61 339** tCO2e d'émissions séquestrées

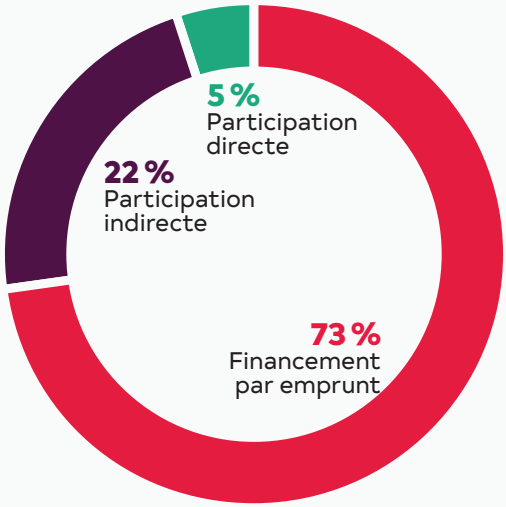
[1] Tous les chiffres se rapportent au portefeuille actif en 2024 et excluent les transactions arrivées à échéance en 2024 ou au cours d'années précédentes. Le total du portefeuille pour chaque année exclut les transactions arrivées à échéance cette année-là.

[2] Les capitaux alignés avec les critères 2X représentent 64 % de nos engagements totaux à ce jour, soit 869 M$ US répartis entre 38 entreprises clientes. Compte tenu de la proportion d'institutions financières et de fonds présents dans notre portefeuille, nos entreprises clientes se sont généralement qualifiées selon plusieurs critères 2X (parmi les plus courants étaient le leadership, l'emploi et les critères indirects pour les intermédiaires financiers).

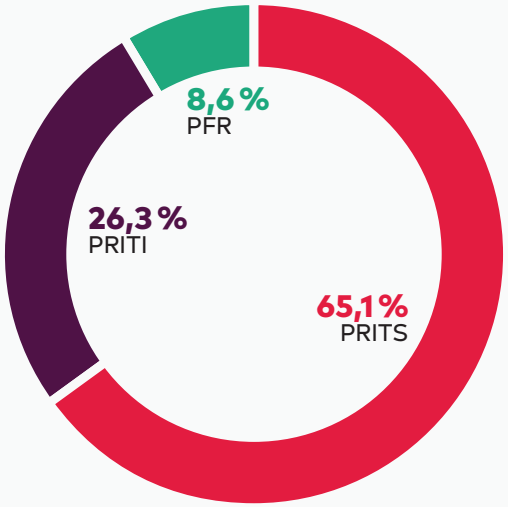
[3] La mesure du financement climatique suit le pourcentage des produits consacrés au financement climatique. FinDev Canada utilise la méthodologie conjointe et les principes communs développés par les banques multilatérales de développement (BMD) et l'International Development Finance Club (IDFC) pour suivre le financement des projets d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Tous les investissements liés au climat sont comptabilisés au moment de l'approbation.

[4] La classification de l'aide publique au développement (APD) est basée sur la liste des bénéficiaires de l'APD du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La liste regroupe les pays, en fonction de leur revenu national brut (RNB par habitant en $US) selon la classification des revenus de la Banque mondiale en « pays à faible revenu », « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure » et « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure », tout en tenant compte du classement par les Nations Unies (ONU) de certains pays dans la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA) et des « petits États insulaires en développement » (PIED). Pour plus de détails, voir la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, 2022-2023 et la liste des PEID de l'ONU (en anglais).

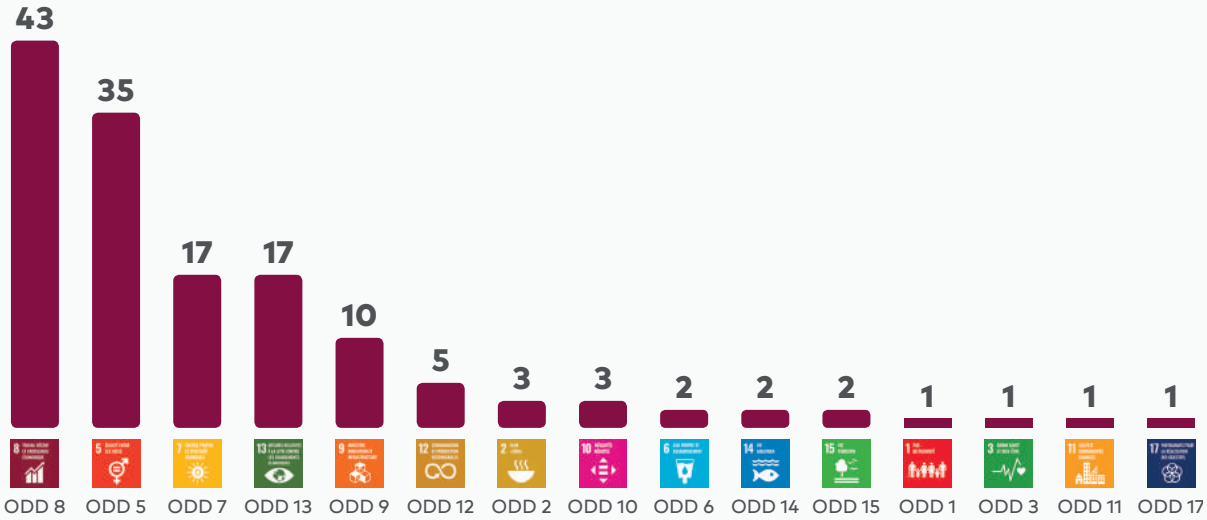
Financement par capitaux propres/ financement par emprunt (% des engagements totaux)



Répartition par pays et groupe de revenu



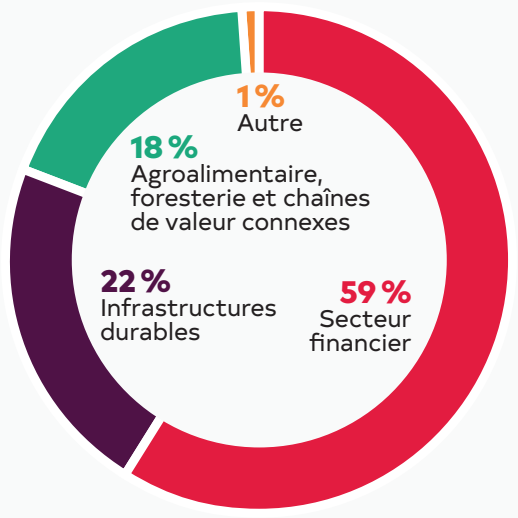
Répartition par ODD



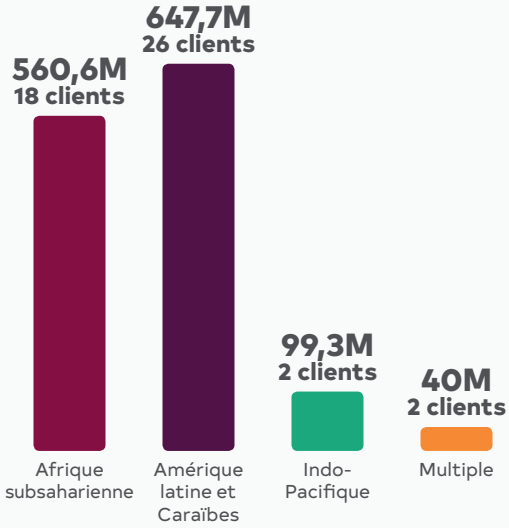
[5] PFR : pays à faible revenu; PRITI : pays à revenu intermédiaire – tranche inférieure; PRITS : pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure

[6] Une entreprise cliente peut contribuer à la réalisation de plusieurs ODD

Répartition sectorielle

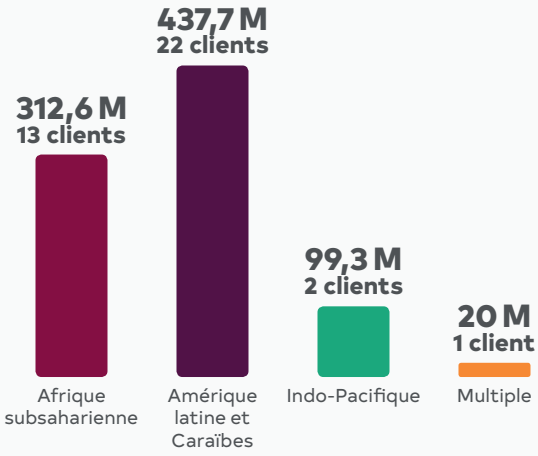


Répartition géographique

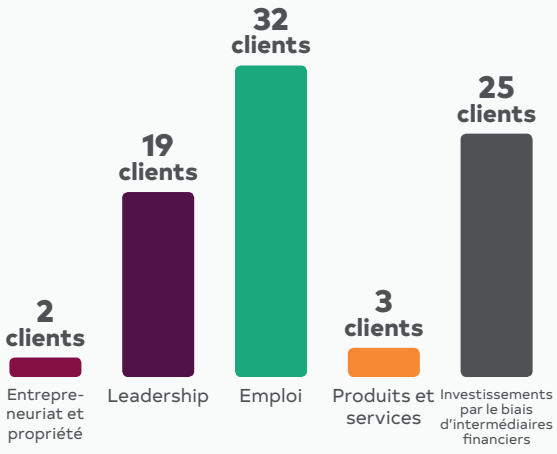


Alignement avec les critères 2X

Investissements alignés avec les critères 2X



Critères d'admissibilité



[7] Les capitaux alignés avec les critères 2X représentent 64 % de nos engagements totaux à ce jour, soit 869 M$ US répartis entre 38 entreprises clientes. Compte tenu de la proportion d'institutions financières et de fonds présents dans notre portefeuille, nos entreprises clientes se sont généralement qualifiées selon plusieurs critères 2X (parmi les plus courants étaient le leadership, l'emploi et les critères indirects pour les intermédiaires financiers).

[8] Une entreprise cliente peut satisfaire à plusieurs critères

Soutenir l'action en faveur du climat et de la nature sur tous les fronts

L'action pour le climat et la nature est l'un de nos trois objectifs d'impact sur le développement (les deux autres étant l'égalité des genres et le développement des marchés), et nous intégrons une dimension climatique à toutes nos activités de financement et d'investissement. Comme nous savons que le climat, la biodiversité et les sociétés humaines sont interdépendants, nous appuyons les initiatives du secteur privé axées sur la biodiversité, l'adaptation et l'atténuation pour promouvoir le développement durable. C'est en coopérant avec le secteur privé des MEED que nous pourrons déployer des infrastructures propres, réduire la consommation d'énergie et d'eau, renforcer la résilience des villes et des collectivités, et protéger le capital naturel et les écosystèmes.



1. Augmenter la production et l'accès à l'énergie propre

FinDev Canada a continué d'investir dans plusieurs projets de construction d'infrastructures durables et des initiatives visant à dynamiser les énergies renouvelables dans les MEED.

Voici un aperçu de ces initiatives :

Pembani Remgro Infrastructure Fund II

Fonds d'investissement privé axé sur les infrastructures qui investit des fonds propres et des quasi-fonds propres dans des entreprises et des projets situés principalement en Afrique subsaharienne, principalement dans les domaines de l'électricité, de la transition énergétique, du transport, de la logistique et des services numériques, lesquels sont essentiels au développement économique régional.

Enertur

Financement de la construction d'une nouvelle centrale solaire photovoltaïque (PV) qui diversifiera le bouquet énergétique de la République dominicaine et renforcera son réseau électrique, en appui à la transition énergétique du pays.

Genneia

Financement de la construction de deux centrales d'énergie solaire photovoltaïque qui ajouteront 270 MW d'énergie renouvelable, ce qui aidera l'Argentine à respecter son objectif d'accroître la part des énergies renouvelables (autres que l'hydroélectricité) du bouquet énergétique argentin à 20 % d'ici 2025.



2. Encourager les solutions fondées sur la nature

Il est indispensable de financer des solutions fondées sur la nature pour faire face aux crises interdépendantes que sont les dérèglements climatiques, la perte de biodiversité et la dégradation des sols. Ces solutions (reboisement, restauration des zones humides, agriculture durable, etc.) sont des façons rentables d'atténuer les impacts environnementaux tout en générant des avantages sur les plans social et économique. Malheureusement, les fonds actuellement investis dans ces solutions sont bien loin de répondre aux besoins.

En effet, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'investissement annuel nécessaire pour atteindre, d'ici 2025, les objectifs mondiaux en matière de biodiversité, de climat et de dégradation des sols s'élève à environ 384 G$ US, alors que les investissements annuels se limitent à 154 G$ US. Cet écart considérable démontre à quel point il est urgent d'augmenter l'apport des secteurs public et privé pour exploiter le plein potentiel des solutions fondées sur la nature.

En ce qui concerne la préservation des océans, le manque d'investissement est encore plus flagrant. Les océans, qui couvrent plus de 70 % de la surface de la Terre, sont essentiels au maintien de la biodiversité mondiale et à la régulation du climat. Malheureusement, malgré leur importance, ce sont les efforts de conservation des océans qui reçoivent le financement le plus faible parmi les initiatives environnementales. Les principaux défis à relever sont les coûts élevés associés aux projets de conservation marine, la complexité de la gouvernance des eaux internationales et le manque d'instruments financiers évolutifs adaptés à la préservation des océans.

Les obligations bleues, un instrument financier prometteur, ont donc été créées pour soutenir la conservation marine. Ces titres de créance sont émis afin de mobiliser des capitaux spécifiquement destinés à des projets marins et océaniques. Le marché des obligations bleues est en croissance, les émissions ayant augmenté de 10,6 % en 2024, bien qu'il ne représente encore qu'une petite fraction du marché global des obligations durables. En 2025, les émissions d'obligations durables (obligations bleues incluses) devraient atteindre 1 000 G$ US à l'échelle mondiale, portées par l'intérêt croissant des investisseurs et le soutien des autorités de réglementation.

Depuis 2023, FinDev Canada appuie activement les obligations bleues émises par des institutions financières réputées dans nos régions prioritaires, de concert avec des IFD partenaires et des BMD.

Obligation bleue de la Banco Nacional de Costa Rica

Après avoir investi dans la deuxième obligation bleue de l'Équateur émise en 2023 par Banco Bolivariano, FinDev Canada a renforcé son soutien aux structures de financement novatrices axées sur les solutions fondées sur la nature en investissant dans la première obligation bleue du Costa Rica émise par la Banco Nacional de Costa Rica (BNCR), aux côtés de partenaires comme IDB Invest et LAGreen Fund.

La première obligation bleue du Costa Rica investira des ressources essentielles dans des enjeux liés à l'eau et créera des débouchés océaniques durables pour les MPME et des entreprises de divers secteurs : installations de traitement des eaux, tourisme durable, pêche, aquaculture, agriculture durable, gestion des déchets, etc.

FinDev Canada s'était déjà associée à la BNCR dans le cadre de l'émission de la première obligation sociale du Costa Rica en 2022. Celle-ci a reçu un prix Premios ALIDE 2024 décerné par l'Asociación Latinoamericana de Instituciones Financieras para el Desarrollo (association latino-américaine des institutions de financement du développement) en reconnaissance de l'innovation sur le plan des produits et services mise au service d'un développement économique et social durable.

3. Promouvoir des pratiques agricoles et commerciales durables

Pour relever le double défi de l'action climatique et de la sécurité alimentaire, l'adoption de pratiques agricoles durables est indispensable. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes d'ici 2050; la demande alimentaire ne cesse donc d'augmenter, ce qui exerce une pression considérable sur les systèmes agricoles. L'agriculture durable est un moyen viable d'améliorer la production alimentaire tout en atténuant les incidences sur l'environnement.

Parallèlement, les entreprises prennent conscience de l'importance des pratiques durables pour leur réussite à long terme. Le Forum économique mondial prévoit que la consommation mondiale de ressources naturelles progressera de 60 % d'ici 2060 et que les risques environnementaux et les perturbations des chaînes d'approvisionnement seront des obstacles de taille. Des pratiques commerciales durables ne sont donc plus un luxe, mais bien une nécessité stratégique pour assurer la pérennité des activités.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'adoption de pratiques agricoles durables pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture de 30 % d'ici 2030. Une telle réduction est cruciale pour atteindre les cibles climatiques mondiales et garantir la résilience des systèmes alimentaires face aux dérèglements climatiques.

Malgré ces avantages, la promotion de l'agriculture durable souffre encore d'importants déficits d'investissement. Selon le Fonds pour l'environnement mondial, il faudrait investir 15 G$ US de plus chaque année pour accélérer le déploiement de pratiques agricoles durables dans le monde.

La clé pour combler cet écart? Des mécanismes de financement avant-gardistes et un soutien politique. Les partenariats public-privé, les fonds axés sur l'agriculture adaptée au climat et la coopération internationale ont un rôle déterminant à jouer pour réunir les fonds requis.

L'agroalimentaire, la foresterie et les chaînes de valeur connexes comptent parmi les secteurs prioritaires de FinDev Canada. En 2024, FinDev Canada a soutenu plusieurs initiatives du secteur privé visant à promouvoir des pratiques agricoles durables par l'intermédiaire de clients de longue date qui ont fait leurs preuves dans le secteur.

Export Trading Group

En 2024, FinDev Canada a consenti un soutien supplémentaire à Export Trading Group (ETG) sous forme d'un prêt lié à la durabilité, en partenariat avec FMO (la banque de financement du développement des entreprises des Pays-Bas), la TDB (Eastern and Southern African Trade and Development Bank) et d'autres prêteurs.

Fondé au Kenya en 1967, ETG est aujourd'hui un acteur mondial exerçant ses activités dans divers secteurs qui se spécialise en optimisation de chaînes d'approvisionnement adaptées aux besoins locaux. ETG est bien implanté en Afrique et contribue de façon importante au développement d'économies locales sur le continent.

La société, un client précieux de FinDev Canada depuis 2021, fait preuve d'un attachement sans faille aux normes environnementales, sociales et de durabilité.

Un prêt lié à la durabilité est conçu de manière à encourager l'emprunteur à atteindre certaines cibles de rendement sur le plan de la durabilité. De façon générale, ce type de prêt est un puissant outil qui permet aux entreprises de démontrer leur engagement en matière de durabilité, tout en bénéficiant de modalités de financement avantageuses. En collaborant avec d'autres IFD et des investisseurs d'impact, les prêteurs participants entendent motiver ETG à atteindre ses objectifs de durabilité, ce qui accroîtra ultimement la résilience et la viabilité de la filière agricole africaine.

DIC Latin America

En Amérique latine, FinDev Canada a signé un engagement pour soutenir DIC Latin American Fund IV, L.P. (Darby IV), le premier fonds de crédit privé spécialisé en financement climatique d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Fonds offrira des solutions sur mesure de financement à long terme aux moyennes entreprises mal desservies afin de les aider à rendre leurs activités sobres en carbone et résilientes au climat. Au moins 40 % du capital sera investi dans des transactions de financement climatique, tout en soutenant la capacité des clients en portefeuille à repérer et à atténuer les risques climatiques, de manière à ce que les entreprises et les projets puissent mieux s'adapter aux effets du changement climatique.

Assistance technique

L'assistance technique (AT) aide les entreprises clientes à améliorer leurs résultats en matière d'impact sur le développement ainsi que leurs pratiques commerciales. L'AT renforce aussi l'écosystème plus large du financement du développement en comblant des lacunes critiques et en créant des débouchés dans nos secteurs, régions et domaines d'impact prioritaires.

Au 31 décembre 2024

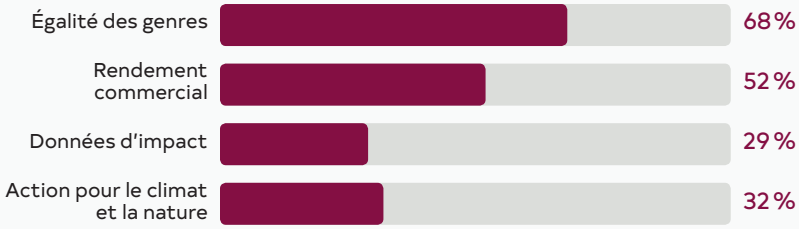
31
projets

3,9 M$
CA
d'engagements au total

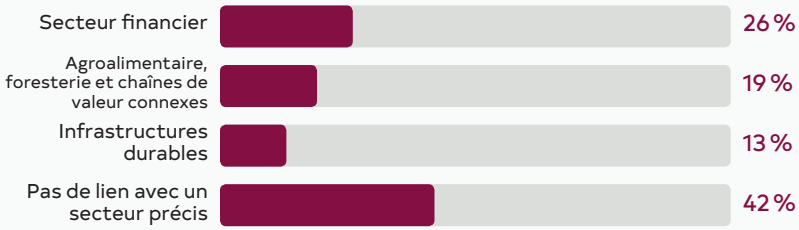
18
projets d'AT axés sur le client

13
projets d'AT axés sur le marché

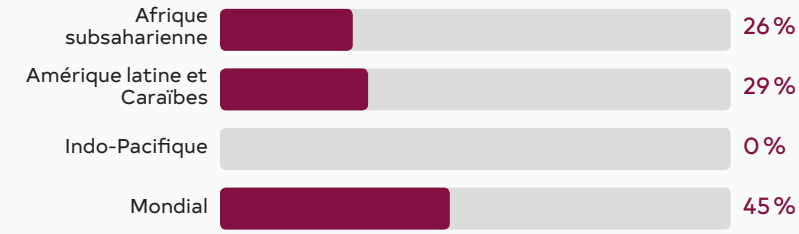
DOMAINES PRIORITAIRES*



VENTILATION PAR SECTEUR*



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE*



[9] Certains projets ciblent plus d'un domaine.
[10] Certains projets couvrent plusieurs secteurs.
[11] Certains projets couvrent plusieurs régions.

Clients 2024



BIM (AT axée sur le client)

Grâce à l'AT, BIM a pu renforcer ses activités en tant que gestionnaire de fonds, en se dotant d'un objectif ambitieux pour son portefeuille. Parmi les activités réalisées, mentionnons une évaluation de l'approche de couverture de change et des politiques de gestion des risques actuelles de BIM, dans l'optique de cerner les points à améliorer et d'assurer la conformité aux pratiques exemplaires.

DOMAINES PRIORITAIRES

- **Rendement commercial** (actif)
- Égalité des genres
- Données d'impact
- Action pour le climat et la nature



Climate Fund Managers (AT axée sur le client)

Le projet d'AT a pour but de développer la capacité du gestionnaire de fonds à fournir des services-conseils liés au genre aux entreprises de son portefeuille. Le principal livrable sera un menu de services-conseils sur l'égalité des genres qui permettra à Climate Fund Managers de travailler de manière efficace avec ses entreprises en portefeuille provenant de divers secteurs et régions.

DOMAINES PRIORITAIRES

- Rendement commercial
- **Égalité des genres** (actif)
- Données d'impact
- Action pour le climat et la nature



Climate Policy Initiative (AT axée sur le marché)

L'AT facilite l'intégration de considérations liées au genre dans les instruments financiers relatifs au climat et à la nature. Le projet comprend deux activités : a) fournir des conseils liés au genre à des membres sélectionnés du Global Innovation Lab for Climate Finance, et b) mener des recherches sur les interactions entre le genre et le climat et la nature, afin de concevoir des produits didactiques utiles pour les IFD et le BMD.

DOMAINES PRIORITAIRES

- Rendement commercial
- **Égalité des genres**
- Données d'impact
- **Action pour le climat et la nature**



AIF (AT axée sur le client)

L'AT contribue au renforcement des fondations du gestionnaire du fonds : conduite des activités d'investissement et appui des sociétés en portefeuille tout au long de leur croissance, plus particulièrement en ce qui concerne la gestion des risques climatiques, environnementaux et sociaux.

DOMAINES PRIORITAIRES

- **Rendement commercial**
- **Égalité des genres**
- **Données d'impact**
- **Action pour le climat et la nature**

FinDev Canada et AVLA : renforcer le pouvoir économique des femmes grâce à l'assistance technique



AVLA Perú est un fournisseur de solutions d'assurance pour les PME du Chili, du Pérou et du Mexique. Un chef de file dans le domaine de l'assurance-crédit, AVLA facilite l'accès au capital pour les entreprises locales, contribuant ainsi à la croissance du marché et à la création d'emplois dans la région.

En 2021, FinDev Canada, Barclays et responsAbility ont consenti une facilité de crédit de 80 M$ US à AVLA afin de rendre le financement plus accessible pour les PME. Dans le cadre de l'accompagnement fourni, FinDev Canada a appuyé les efforts internes d'AVLA visant à promouvoir l'égalité des genres au sein de son personnel.

Le projet d'AT de FinDev Canada, achevé avec succès en 2024, a permis à AVLA de mettre en œuvre une stratégie de diversité et d'inclusion articulée en deux volets : a) le déploiement d'un programme de mentorat pour les dirigeantes d'entreprises, et b) l'animation d'une série d'ateliers virtuels avec des PME détenues et dirigées par des femmes.

La première édition du programme de mentorat a réuni 34 participantes du Pérou, du Chili, du Mexique et du Brésil. La formation en six modules a abordé des sujets comme le leadership, la marque personnelle, la communication efficace et la gestion des conflits. Sur la base des leçons tirées de cette première édition, AVLA a développé un programme de mentorat dans le cadre duquel d'anciennes participantes encadrent de nouvelles mentorées, assurant ainsi la pérennité de l'initiative.

Les ateliers virtuels, animés par 40 experts et expertes, ont couvert un large éventail de sujets axés sur la demande, notamment les modèles commerciaux durables, la levée de fonds, le marketing numérique, la gestion financière et le leadership organisationnel. Au cours des nombreux ateliers donnés entre 2023 et 2024, AVLA a interagi avec près de 2 500 dirigeantes, et plus de 8 000 personnes se sont inscrites aux webinaires, chacun ayant été vu à environ 10 000 reprises. L'un des principaux résultats de cette initiative a été la création d'une plateforme pour les dirigeantes de PME, qui facilite la collaboration et l'échange d'idées.

Au final, le projet d'AT a permis à AVLA de se concentrer sur trois groupes clés : les employées, les dirigeantes de PME et les femmes dans le secteur de l'assurance. Forte de la réussite du projet d'AT et du soutien de ses équipes et de ses dirigeants, AVLA continue d'élargir la portée des activités susmentionnées. L'engagement d'AVLA en faveur de l'égalité des genres se reflète aussi dans l'amélioration soutenue de la note générée par l'outil d'analyse de l'écart des principes de renforcement du pouvoir des femmes (outil PRF), qui aide les entreprises à cerner les points forts, les lacunes et les possibilités d'amélioration de leur rendement en matière d'égalité des genres.

Inclusion, diversité et équité (IDE)

Résultats du sondage d'auto-identification
Au 31 décembre 2024



Les femmes représentent* :

72 %
de notre effectif

80 %
des gestionnaires

71,4 %
des vice-présidences et présidences

44 %
des membres du conseil d'administration

Les minorités visibles représentent* :

56 %
de notre effectif

De plus, parmi tout le personnel* :

18 %
s'auto-identifient comme Noirs

8,5 %
s'auto-identifient comme membres de la communauté 2SLGBTQI+

6,4 %
s'auto-identifient comme ayant un handicap

[12] Les chiffres ci-dessus reflètent les données d'auto-identification du personnel.

Initiatives IDE

Certification Parité

En 2024, FinDev Canada et sa société mère Exportation et développement Canada (EDC) ont reçu pour une quatrième année consécutive la certification Or à la suite de l'analyse selon des critères d'égalité menée par La Gouvernance au féminin. Cette année, nous avons obtenu une note de 77,26 %, une amélioration par rapport à la note de 74,55 % obtenue en 2023. Cette certification reconnaît les efforts de promotion de la parité grâce à une gouvernance stratégique, à des catalyseurs collectifs et à des résultats équitables.

Équité salariale

Conformément à la Loi sur l'équité salariale, EDC et FinDev Canada ont élaboré en 2024 un plan d'équité salariale et formé un comité attitré à cette question afin de gérer de manière proactive tout risque de discrimination et d'iniquité fondé sur le genre dans leurs pratiques salariales. Le but de cet exercice était de confirmer que les emplois généralement occupés par des femmes bénéficient des mêmes possibilités de rémunération que les emplois de valeur comparable généralement occupés par des hommes.

EDC et FinDev Canada attestent avec fierté qu'aucun écart de rémunération fondé sur le genre n'a été relevé et réitèrent leur engagement à favoriser l'inclusion, la diversité et l'équité.



Vision pour 2025 et l'avenir



Chez FinDev Canada, nous savons que les défis liés au développement sont énormes. Et nous savons que le financement insuffisant et l'incertitude mondiale exacerbent les problèmes. La priorité du Canada en matière de développement international, c'est donc de s'engager fermement à être un partenaire fiable pour les marchés émergents et de jouer un rôle de premier plan dans un environnement mondial de plus en plus complexe.

À titre d'IFD du Canada, nous sommes particulièrement bien placés pour concrétiser cette vision. Nous mettons nos solutions de financement, nos connaissances et notre expertise au service du développement durable par le biais du secteur privé. La création de FinDev Canada en 2018 est venue combler une profonde lacune dans l'arsenal d'aide publique du Canada, soit la nécessité de disposer d'une équipe entièrement consacrée à la mobilisation du secteur privé pour répondre aux besoins de développement et remédier aux déficits de financement que les ressources publiques ne peuvent à elles seules régler.

Au cours des sept dernières années, nous nous sommes forgé une réputation enviable auprès de nos pairs et de nos partenaires, nous avons consolidé nos capacités internes et nous avons mis en place des politiques et des procédures rigoureuses qui soutiennent notre portefeuille en plein essor.

Alors que nous tournons notre regard vers l'avenir, nous réaffirmons notre engagement à amplifier notre impact et à promouvoir un développement durable, de concert avec le secteur privé. Maintenant que nous avons jeté des bases solides, nous sommes prêts à assumer pleinement notre rôle de ressource centrale du programme canadien de développement international, au service d'un changement durable et inclusif.

Priorités stratégiques pour 2025 et l'avenir

Étendre notre présence

Représentant un jalon important de notre cheminement, l'ouverture de notre premier bureau régional à Singapour nous aidera à instaurer un sentiment de confiance et à approfondir nos relations dans la région indo-pacifique. Grâce à cette présence régionale, nous pourrons mieux comprendre les besoins locaux, resserrer les liens de collaboration et fournir un soutien personnalisé à notre clientèle. Pour mieux servir nos régions prioritaires, nous allons élargir cette présence sur le terrain en ouvrant une prochaine succursale en Afrique du Sud.

Concourir à la résolution des problèmes mondiaux

Les ressources du secteur public étant de plus en plus sollicitées, les IFD comme FinDev Canada sont au cœur des efforts visant à relever les défis du développement. Les MEED sont confrontés à des obstacles particuliers, qu'il s'agisse de monter des projets d'infrastructures susceptibles d'être financés, de gérer des environnements réglementaires complexes ou d'atténuer le risque de change. Notre plus grande tolérance au risque et notre expérience dans ces marchés nous permettent de partager le risque avec les investisseurs privés et de contribuer à combler les écarts de financement.

En prenant appui sur des initiatives de financement mixte comme la plateforme GAIA et des partenariats avec d'autres IFD, nous continuerons de mobiliser des capitaux privés en faveur de solutions qui répondent à l'urgence climatique, aux inégalités croissantes et à d'autres problèmes mondiaux majeurs.

Renforcer la collaboration

La collaboration avec d'autres IFD est un élément crucial de notre stratégie. Alors que le Canada dirige les efforts de coopération des IFD du G7 en 2025, nous continuerons à défendre les initiatives axées sur la mobilisation des capitaux privés, les systèmes alimentaires durables et d'autres domaines d'importance capitale. C'est en mettant nos expertises et nos ressources en commun que nous pourrons générer de véritables changements et mieux lutter contre les inégalités dans le monde.

Mobiliser des capitaux privés

La mobilisation de capitaux privés est indispensable pour atteindre les objectifs de développement. Des plateformes comme GAIA cherchent à attirer des acteurs privés afin qu'ils investissent dans des projets d'atténuation et d'adaptation climatiques dans les MEED. Notre nouveau mécanisme de financement concessionnel, dans lequel le gouvernement canadien s'est engagé à injecter 700 M$ CA en 2024, nous aidera à réduire les risques d'investissement et à débloquer des capitaux pour générer un impact sur le développement. Ce mécanisme aura un rôle majeur à jouer pour combler le déficit de financement et soutenir une croissance économique durable.

FinDev Canada

findevcanada.ca

FinDev Canada

États financiers **2024**

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu des résultats financiers . . . 3
- Performance financière . . . 3
- Situation financière . . . 4
- Analyse du Plan d'entreprise . . . 5

Gestion des risques et du capital . . . 7
- Aperçu de la gestion des risques . . . 7
- Gouvernance des risques, supervision et conception . . . 7
- Gestion du capital . . . 8

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière . . . 9

Rapport de l'auditeur indépendant . . . 10

État de la situation financière . . . 13

État du résultat global . . . 14

État des variations des capitaux propres . . . 15

Tableau des flux de trésorerie . . . 16

Notes afférentes aux états financiers . . . 17
- 1. Mandat de l'Institut . . . 17
- 2. Synthèse des principales méthodes comptables . . . 17
- 3. Équivalents de trésorerie et titres négociables . . . 23
- 4. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit . . . 24
- 5. Placements en actions . . . 28
- 6. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative . . . 29
- 7. Instruments d'emprunt . . . 30
- 8. Instruments dérivés . . . 32
- 9. Produits différés . . . 32
- 10. Capital social . . . 33
- 11. Gestion du capital . . . 33
- 12. Gestion des risques financiers . . . 33
- 13. Juste valeur des instruments financiers . . . 35
- 14. Obligations contractuelles . . . 38
- 15. Autres (produits) ou charges . . . 38
- 16. Charges administratives . . . 38
- 17. Régimes de prestations de retraite . . . 39
- 18. Transactions entre parties liées . . . 39

Performance financière

L'exercice s'est soldé par un bénéfice net de 30,6 millions de dollars, en contraste avec la perte nette de 24,1 millions enregistrée en 2023.

Résumé de l'état du résultat global

Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Produits du financement et des placements	**76 494**	53 295
Charges d'intérêts et charges financières	**20 911**	24 146
Produits du financement et des placements, montant net	**55 583**	29 149
Apports de donateurs	**1 060**	1 120
Profits ou (pertes) réalisés*	**488**	(9)
Produits des activités ordinaires, montant net	**57 131**	30 260
Pertes latentes*	**(327)**	6 250
Charges administratives	**34 478**	26 801
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	**(7 614)**	21 294
Bénéfice ou (perte) net	**30 594 $**	(24 085) $

**Comptabilisés en autres (produits) ou charges, dans l'état du résultat global.*

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements** du quatrième trimestre de 2024 a augmenté de 26,5 millions de dollars comparativement à celui de la période correspondante de 2023, s'établissant à 55,6 millions de dollars, grâce surtout au portefeuille de prêts en croissance découlant de la croissance du portefeuille de prêts. De plus, les injections de capitaux reçues en 2023 et 2024 ont entraîné une diminution des charges d'intérêt, ainsi qu'une augmentation des produits tirés des titres négociables et des équivalents de trésorerie.

Nous avons enregistré des **gains latents** de 327 000 dollars en 2024, contre des pertes latentes de 6,3 millions en 2023. Les gains de l'exercice en cours sont principalement attribuables à des gains sur les instruments dérivés de 4,7 millions de dollars, compensés en grande partie par des rajustements défavorables de la juste valeur marchande des placements en actions de 4,3 millions de dollars.

Nous avons comptabilisé une **reprise de dotation aux pertes de crédit** de 7,6 millions de dollars en 2024, surtout en raison des changements dans la qualité du crédit, du lancement d'un modèle de pertes de crédit attendues et de la mise à jour des hypothèses macroéconomiques servant au calcul des corrections de valeur et des provisions, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la croissance de notre portefeuille de prêts. En 2023, nous avons enregistré une dotation aux pertes de crédit de 21,3 millions de dollars, principalement en raison de la croissance du portefeuille de prêts et de la détérioration de la qualité du crédit.

Les **charges administratives** de 2024 totalisent 34,5 millions de dollars, en hausse de 7,7 millions comparativement à celles de 2023. La hausse découle non seulement de la montée du coût des ressources humaines du fait de l'accroissement du personnel, et ce, afin de soutenir l'essor de l'entreprise, mais aussi de l'augmentation des abonnements aux bases d'information électroniques et de la hausse des coûts d'occupation liés à l'ajout de locaux à bureaux à Montréal et à Toronto, partiellement compensées par une baisse des services professionnels.

Situation financière

Résumé de l'état de la situation financière

Au 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**98 508**	26 895
Prêts	**955 363**	624 295
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	**(33 865)**	(40 362)
Placements en actions	**254 750**	210 863
Autres actifs	**18 200**	24 882
Total des actifs	**1 292 956**	846 573
Emprunts	**305 227**	289 301
Produits différés	**5 956**	7 016
Provision pour pertes sur engagements de prêts	**8 089**	6 411
Autres passifs	**60 300**	11 055
Total des capitaux propres	**913 384**	532 790
Total des passifs et des capitaux propres	**1 292 956**	846 573

Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **total des actifs** s'est accru de 446,4 millions de dollars depuis le 31 décembre 2023 en raison surtout de la croissance de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

Les **prêts** ont augmenté de 331,1 millions de dollars au cours de l'exercice en raison surtout des déboursements nets de 266,8 millions, et de l'incidence de l'écart de change de 65,1 millions. Le montant net des déboursements sur les prêts comprend les déboursements en faveur de FirstRand Bank Limited (137,0 millions de dollars), Stanbic IBTC Bank Limited (54,8 millions de dollars), ETC Group (49,7 millions de dollars) et Latin America Agribusiness (49,3 millions de dollars), tandis que les remboursements nets proviennent d'Agri Commodities & Finance FZE (34,3 millions de dollars) et de Banco Sofisa (18,3 millions de dollars).

Le **compte de correction de valeur pour pertes sur prêts** a diminué de 6,5 millions de dollars au cours de l'exercice, surtout en raison de l'amélioration de la qualité du crédit, du lancement d'un nouveau modèle de pertes de crédit attendues et de la mise à jour des hypothèses macroéconomiques servant au calcul des corrections de valeur et des provisions, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la croissance de notre portefeuille de prêts.

Les **placements en actions** ont augmenté de 43,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2024 en raison surtout des déboursements nets de 29,5 millions et de l'incidence de l'écart de change de 19,2 millions de dollars, ce qui a été partiellement contrebalancé par des pertes de 4,8 millions de dollars résultant d'une évaluation à la juste valeur de marché. Les déboursements notables au cours de l'exercice comprenaient une somme de 11,7 millions de dollars à l'intention du Fonds africain d'investissement dans les infrastructures 4 et une somme de 7,8 millions de dollars à l'intention d'African Development Partners III LP. À la clôture de l'exercice, l'encours de nos engagements de placement en actions se chiffrait à 264,9 millions de dollars.

Les **autres passifs** ont augmenté de 49,2 millions de dollars en 2024, principalement en raison d'une augmentation de 40,1 millions de dollars des actifs liés aux instruments dérivés en raison de l'écart de change latent.

En 2024, nous avons reçu une injection de capitaux de 350 millions de dollars, ce qui a entraîné une augmentation des **capitaux propres** par rapport à 2023. L'injection de capitaux a été utilisée pour rembourser la facilité de prêt renouvelable à taux variable avec EDC.

Analyse du Plan d'entreprise

Cette rubrique fournit une comparaison de nos résultats et de notre situation financière de 2024 avec les projections établies dans le Plan d'entreprise. Nous examinerons d'abord le Plan d'entreprise 2024 rétrospectivement et comparerons les chiffres réels avec les prévisions établies. Nous aborderons ensuite l'exercice 2025 de façon prospective et expliquerons quelles sont les variations que nous prévoyons d'enregistrer par rapport à nos résultats et à notre situation financière de 2024.

Performance financière

Exercice clos le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2025 Plan d'entreprise	**2024 Chiffres réels**	2024 Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements, montant net	85 627	**55 583**	58 939
Apports de donateurs	729	**1 060**	1 398
Autres (produits) ou charges*	-	**(815)**	-
Charges administratives	52 853	**34 478**	37 421
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	37 291	**(7 614)**	14 912
Bénéfice net	(3 788)	**30 594**	8 004

*En raison de la volatilité des profits et des pertes sur les instruments financiers et de la difficulté à en estimer la valeur, aucune prévision des profits ou des pertes latents n'a été incluse dans le Plan d'entreprise.

PLAN D'ENTREPRISE 2024

Le bénéfice net de 2024 s'est élevé à 30,6 millions de dollars, en contraste avec le bénéfice net de 8 millions de dollars annoncé dans le Plan d'entreprise 2024. L'élément le plus significatif a été la **reprise de dotation aux pertes de crédit** de 7,6 millions de dollars par rapport à la **dotation aux pertes de crédit** de 14,9 millions de dollars dans le Plan d'entreprise est principalement attribuable à un changement imprévu dans la qualité du crédit et aux hypothèses macroéconomiques mises à jour utilisées dans le calcul des corrections de valeur et des provisions ainsi qu'à l'introduction d'un modèle de pertes de crédit attendues.

PLAN D'ENTREPRISE 2025

La perte nette de 2025 devrait s'établir à 3,8 millions de dollars, ce qui se traduira par une diminution de 34,4 millions de dollars par rapport à 2024. Les éléments significatifs sont les suivants :

Le **montant net des produits du financement et des placements** devrait augmenter de 30,0 millions de dollars, grâce surtout à la croissance anticipée du portefeuille de prêts.

La **dotation aux pertes de crédit** devrait augmenter de 44,9 millions de dollars, puisque nous nous attendons à une augmentation du portefeuille de prêts et que nous ne prévoyons pas d'amélioration de la qualité du crédit comme fût le cas en 2024.

Les **charges administratives** devraient augmenter de 18,4 millions de dollars, surtout à cause des effectifs supplémentaires nécessaires pour assurer la croissance soutenue de la Société et favoriser l'expansion internationale et l'opérationnalisation du nouveau mécanisme de financement concessionnel et de l'expansion du programme d'assistance technique, en plus de l'augmentation des services professionnels, principalement dans le domaine de la consultation en TI, à mesure que la Société met en œuvre sa feuille de route numérique.

Situation financière

31 décembre *(en milliers de dollars canadiens)*	2025 Plan d'entreprise	**2024** **Chiffres réels**	2024 Plan d'entreprise
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 433	**98 508**	29 655
Prêts	1 333 936	**955 363**	996 788
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	(108 917)	**(33 865)**	(40 130)
Placements en actions	368 904	**254 750**	338 129
Autres actifs	15 475	**18 200**	17 703
Total des actifs	1 632 831	**1 292 956**	1 342 145
Emprunts	337 623	**305 227**	410 529
Produits différés	5 064	**5 956**	8 288
Provision pour pertes sur engagements de prêts	6 734	**8 089**	6 344
Autres passifs	9 859	**60 300**	10 524
Capitaux propres	1 273 551	**913 384**	906 460
Total des passifs et des capitaux propres	1 632 831	**1 292 956**	1 342 145

PLAN D'ENTREPRISE 2024

En 2024, les **prêts** ont été inférieurs aux prévisions, affichant un manque de 41,4 millions de dollars par rapport au Plan d'entreprise, principalement en raison d'une baisse des déboursements par rapport aux prévisions.

Les **placements** en 2024 étaient inférieurs de 83,4 millions de dollars aux projections du Plan, surtout à cause de la baisse des déboursements.

Les **emprunts** accusent un recul de 105,3 millions de dollars par rapport au Plan, surtout en raison de la baisse des déboursements, comme indiqué ci-dessus, car nos besoins en emprunts dépendent grandement des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

PLAN D'ENTREPRISE 2025

Comme prévu au Plan d'entreprise, le capital social augmentera en 2025, car une nouvelle injection de capitaux de 400 millions de dollars a été reçue en janvier 2025 dans le cadre de l'augmentation de l'engagement de capital confirmée par le budget fédéral d'avril 2021, ainsi qu'un financement additionnel provenant des annonces faites à l'appui de la stratégie indo-pacifique du gouvernement du Canada et réitérées dans le budget 2023.

Selon les projections du Plan d'entreprise 2025, les **prêts** et les **placements en actions** devraient augmenter, compte tenu de la croissance continue en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne, ainsi que de l'expansion des activités dans la zone de l'Indo-Pacifique, conformément à la stratégie à long terme de la société. Les emprunts aussi devraient augmenter puisque nos besoins à cet égard dépendent en grande partie des besoins de nos portefeuilles de prêts et de placements en actions.

Aperçu de la gestion des risques

En fournissant du financement et d'autres formes de soutien au développement dans le cadre de son mandat, FinDev Canada s'expose à plusieurs risques. Notre pratique de la gestion des risques d'entreprise (« GRE ») met l'accent sur une solide culture du risque fondée sur la supervision, une orientation claire, l'appropriation et la responsabilité, ainsi que sur l'obligation de surveiller et de rendre compte. La gestion du risque chez FinDev Canada est régie par le modèle des trois lignes de maîtrise (« modèle des 3LM »), approche qui fait partie des meilleures pratiques de l'industrie en matière de gouvernance du risque. De plus, notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque (« CRAR ») s'articule autour de trois grands types de risques qui sont intrinsèques à nos activités : risques stratégiques, risques opérationnels et risques financiers.

Gouvernance des risques, supervision et conception

Notre structure de gouvernance évolutive des risques assure une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, dont l'obligation redditionnelle et les responsabilités d'appropriation du risque sont clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Le modèle des 3LM assure un équilibre entre trois fonctions organisationnelles distinctes (les « lignes de maîtrise ») :

- Première ligne de maîtrise – le personnel en contact direct avec le client qui assume s'approprie et gère les risques quotidiennement.
- Deuxième ligne de maîtrise – formée des fonctions de gestion des risques et de conformité qui assurent une supervision indépendante et une remise en question efficace des activités de gestion des risques de la première ligne, en veillant au caractère adéquat de la structure de gouvernance de l'entreprise et à la mise en place des contrôles nécessaires.
- Troisième ligne de maîtrise – englobe la fonction d'audit interne, qui fournit au Conseil d'administration (le « Conseil ») et à la haute direction une assurance indépendante de l'efficacité des politiques, procédures et pratiques en matière de gestion des risques.

Cette structure fait en sorte que notre appétit pour le risque soit transmis en cascade à l'échelle de l'organisation; elle établit aussi des forums constituant un cadre propice pour dûment examiner, discuter, débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et dans toutes les fonctions de l'organisation.

Le conseil et son important comité de gestion du risque

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil est responsable de la surveillance des risques en veillant à ce que de saines pratiques de gestion des risques soient en place, qu'elles sont efficaces et qu'elles soient favorisées par notre culture. Il approuve nos cadres de référence pour la gestion du risque d'entreprise et notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque et surveille l'efficacité du programme de gestion du risque d'entreprise. De plus, il a la responsabilité de veiller à ce que nos systèmes d'évaluation et de gestion des incitatifs, des récompenses et du rendement soient harmonisés et en place, en mettant l'accent sur les risques, la conformité et les contrôles. Le Conseil dispose d'un **Comité de vérification** officiel qui l'aide à s'acquitter de ses responsabilités concernant la surveillance de nos normes d'intégrité et de comportement, les rapports financiers et les systèmes de contrôle interne.

La direction et ses principaux comités de gestion du risque

ÉQUIPE DE LA HAUTE DIRECTION

L'équipe de la haute direction, y compris le chef de la gestion des risques, menée par la cheffe de la direction, a l'ultime responsabilité de la gestion des risques d'entreprise conformément à l'appétit pour le risque approuvé par le Conseil, de la recommandation ou de l'approbation des instruments de politique, et de la supervision de l'exécution des activités de gestion des risques.

Elle est composée de membres avec droit de vote au sein de divers comités de la haute direction dans le cadre de son cadre de gouvernance d'entreprise afin d'assurer une gestion efficace des finances et des affaires opérationnelles et stratégiques au sein de l'organisation tout en déployant divers pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration. Quatre d'entre eux sont décrits ci-dessous.

Comité de triage

Le rôle de ce comité est de fournir des conseils et une orientation à l'équipe transactionnelle, dans le but de réaliser des transactions qui s'alignent sur le mandat, le cadre stratégique et l'appétit pour le risque de FinDev Canada.

Comité d'investissement

Ce comité de direction a été créé pour faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil concernant les transactions nouvelles et existantes, y compris celles requises dans le cadre de délégation de pouvoirs pour les engagements de financement et de capital.

Comité de la gestion des risques

Ce comité de direction a pour mission de superviser le cadre de gouvernance de la GRE, d'examiner le profil de risque de la société en tenant compte des risques existants et émergents, et de faire certaines recommandations à la cheffe de la direction ou au Conseil, tout en tenant compte des cadres en matière de risques et du mandat du Comité des cadres supérieurs.

Comité des opérations et de la gouvernance

Ce comité de direction a été mis sur pied pour superviser les contrôles de gouvernance, faciliter la prise de décisions sur les initiatives stratégiques et organisationnelles et promouvoir l'efficacité opérationnelle globale de la Société.

Gestion du capital

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, Exportation et développement Canada. Cette méthode s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP ») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. La demande de capital est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, compte tenu du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque de marché et du risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

Grâce à un apport en capitaux propres venant de son actionnaire, FinDev Canada disposait d'un excédent de capital de 527 millions de dollars au 31 décembre 2023.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les présents états financiers, inclus dans ce Rapport annuel, ont été établis par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) qui sont pertinentes. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données qui y sont contenues soient présentées de façon intègre et objective. La direction doit également formuler des hypothèses et des estimations et exercer son jugement à la lumière des informations disponibles à la date des états financiers. À cet égard, elle a notamment fait appel au jugement et a utilisé de façon significative des estimations et des hypothèses relativement aux provisions pour pertes sur prêts et aux instruments financiers évalués à leur juste valeur. La direction veille en outre à l'exactitude de toutes les autres informations contenues dans le Rapport annuel intégré et, le cas échéant, à la concordance entre ces informations et les informations et données contenues dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ces responsabilités, la direction a recours à un système financier, à un système de contrôle de gestion et à un système d'information, ainsi qu'à des pratiques de gestion, qui lui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière, à la protection des actifs, à l'autorisation appropriée des transactions, à l'exécution de ces dernières conformément aux lois et aux règlements administratifs de la Société, et à l'efficacité des opérations. Nous nous en remettons à service d'audit interne d' Exportation et développement Canada qui se charge, notamment, de l'examen des contrôles internes et de leur mise en œuvre sur une base continue.

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion de nos opérations et activités et doit notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de FinDev Canada. Les membres de ce comité rencontrent régulièrement les membres de la direction, les auditeurs internes et les représentants du Bureau du vérificateur général du Canada.

La vérificatrice générale du Canada effectue un audit indépendant selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et exprime une opinion sur les états financiers. Son rapport figure à la page suivante.



Lori Kerr
Présidente et chef de la direction



Marsha Acott
Chef de la direction financière

10 février 2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique

Rapport sur l'audit des états financiers

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. (« FinDev Canada »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de FinDev Canada au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de FinDev Canada conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRE POINT

Les états financiers de FinDev Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 11 mars 2024.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations obtenues à la date du présent rapport se composent des informations contenues dans la section Revue financière du rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider FinDev Canada ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de FinDev Canada.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de FinDev Canada;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de FinDev Canada à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener FinDev Canada à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

OPINION

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ainsi que les articles et les règlements administratifs de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc.

À notre avis, les opérations de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées. De plus, conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, nous déclarons qu'à notre avis les principes comptables des Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA CONFORMITÉ AUX AUTORISATIONS SPÉCIFIÉES

La direction est responsable de la conformité de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) Inc. à ces autorisations spécifiées.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DE LA CONFORMITÉ AUX AUTORISATIONS SPÉCIFIÉES

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



Normand Lanthier, CPA, CA
Premier directeur principal

Ottawa, Canada
Le 10 février 2025

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2024**	2023
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	**98 508**	26 895
Instruments dérivés	8	**4 612**	15 449
Prêts	4	**955 363**	624 295
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	4	**(33 865)**	(40 362)
Placements en actions	5	**254 750**	210 863
Autres actifs		**7 491**	7 751
Actif au titre de droits d'utilisation	6	**6 097**	1 682
Total des actifs		**1 292 956 $**	846 573 $
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		**8 505**	5 651
Emprunts	7	**305 227**	289 301
Dette envers Exportation et développement Canada	18	**5 058**	3 239
Produits différés	9	**5 956**	7 016
Instruments dérivés	8	**40 456**	370
Obligation locative	6	**6 281**	1 795
Provision pour pertes sur engagements de prêts	4	**8 089**	6 411
Total des passifs		**379 572**	313 783
Capitaux propres			
Capital social	10	**950 000**	600 000
Déficit		**(36 616)**	(67 210)
Total des capitaux propres		**913 384**	532 790
Total des passifs et des capitaux propres		**1 292 956 $**	846 573 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des présents états financiers le 10 février 2025.

Pierre Matuszewski
Administrateur

Lori Kerr
Administratrice

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2024**	2023
Produits du financement et des placements en actions			
Prêts		**69 888**	50 944
Titres négociables et équivalents de trésorerie		**5 156**	597
Placements en actions	5	**1 450**	1 754
Total des produits du financement et des placements en actions		**76 494**	53 295
Charges d'intérêts	6, 8	**12 547**	22 860
Charges du financement et des placements en actions		**8 364**	1 286
Produits du financement et des placements en actions, montant net		**55 583**	29 149
Apports de donateurs	9	**1 060**	1 120
Autres (produits) charges	15	**(815)**	6 259
Charges administratives	16	**34 478**	26 801
Bénéfice ou (perte) avant la dotation ci-dessous		**22 980**	(2 791)
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	4	**(7 614)**	21 294
Bénéfice ou (perte) net, et résultat global positif ou (négatif)		**30 594 $**	(24 085) $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2024**	2023
Capital social			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**600 000**	300 000
Actions émises	10	**350 000**	300 000
Solde à la clôture de la période		**950 000**	600 000
Déficit			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**(67 210)**	(43 125)
Résultat global positif ou (négatif)		**30 594**	(24 085)
Solde à la clôture de la période		**(36 616)**	(67 210)
Total des capitaux propres à la clôture de l'exercice		**913 384 $**	532 790 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice ou (perte) net	**30 594**	(24 085)
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation		
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	**(7 614)**	21 294
Dotation aux amortissements	**301**	350
Éléments de placements en actions sans effet sur la trésorerie	**(896)**	(1 602)
Pertes réalisées	**(3)**	-
Variation des actifs et des passifs		
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	**(3 631)**	(1 547)
Variation de la juste valeur des placements en actions	**4 824**	6 111
Variation des intérêts courus sur les emprunts	**(3 069)**	-
Variation des instruments dérivés	**(9 849)**	(11 076)
Autres	**6 596**	(3 336)
Déboursements sur les prêts	**(419 322)**	(270 472)
Remboursements sur les prêts	**152 514**	59 891
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	**(249 555)**	(224 472)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déboursements pour les placements en actions	**(46 154)**	(66 919)
Encaissements sur les placements en actions	**17 504**	1 838
Achats de titres négociables	**(50 361)**	-
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	**50 365**	-
Achats d'immobilisations corporelles	**(912)**	(320)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	**(29 558)**	(65 401)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	**195 910**	347 481
Remboursement sur les emprunts à long terme	**(201 126)**	(358 537)
Augmentation ou (diminution) du montant dû à EDC	**1 795**	(8)
Émission d'actions sur le capital social	**350 000**	300 000
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	**346 579**	288 936
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**4 147**	(279)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**71 613**	(1 216)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de l'exercice	**26 895**	28 111
À la clôture de l'exercice	**98 508 $**	26 895 $
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Trésorerie	**10 897**	10 415
Équivalents de trésorerie	**87 611**	16 480
	98 508 $	26 895 $
Intérêts en trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts payés en trésorerie	**13 736 $**	18 914 $
Intérêts reçus en trésorerie	**69 889 $**	44 858 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

1. Mandat de l'Institut

En septembre 2017, l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) inc. a été constitué à titre de filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada (EDC). Son mandat est de fournir, directement ou indirectement, du financement de développement et d'autres formes de soutien au développement, d'une manière compatible avec les priorités du Canada en matière de développement international. L'Institut exerce ses activités sous le nom commercial de FinDev Canada et est soumis à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le siège de FinDev Canada se situe au 5, Place Ville-Marie, bureau 600, Montréal (Québec).

2. Synthèse des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les états financiers de FinDev Canada ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« normes comptables IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

Aucune nouvelle norme ni aucune nouvelle modification ou interprétation de norme n'a été adoptée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

En avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers, qui doit remplacer la norme IAS 1 – Présentation des états financiers. La nouvelle norme vise à améliorer la comparabilité et la transparence des informations fournies dans les états financiers et s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Nous évaluons actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur nos états financiers.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables IRFS, la direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses dans l'application de certaines méthodes comptables. Nous prenons nos décisions en fonction des données de marché actuelles et d'autres informations disponibles à la date des états financiers. Nous avons établi des procédures pour nous assurer que le processus d'estimation et de formulation d'hypothèses est bien contrôlé et se fait de manière adéquate et systématique.

Étant donné que les estimations et les hypothèses comportent des éléments d'incertitude, les résultats réels peuvent varier de manière tangible des estimations de la direction. L'incertitude provient en partie de l'utilisation d'informations disponibles à une date donnée pour la formulation de nos hypothèses. Bien que ces données constituent le fondement le plus sûr pour nos hypothèses, certains événements économiques ultérieurs peuvent venir invalider les hypothèses retenues et, ainsi, rendre les résultats réels fort différents des estimations.

La direction a utilisé des estimations dans une mesure considérable tout en exerçant son jugement conformément à ce qui est décrit aux paragraphes suivants.

PRÊTS ET COMPTE DE CORRECTION DE VALEUR ET PROVISIONS POUR PERTES DE CRÉDIT

Le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et engagements de prêts représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues. Ces estimations sont revues périodiquement pendant l'exercice et font l'objet d'un examen approfondi à la date d'établissement des états financiers.

Le compte de correction de valeur et les provisions visent à fournir une estimation des pertes de crédit attendues que le portefeuille de prêts aura subies. L'estimation fait partie intégrante du calcul de la probabilité des défaillances à venir, de l'évaluation de la gravité des pertes en cas de défaillance, de l'examen de la qualité du crédit des débiteurs et, le cas échéant, de l'évaluation du nantissement fourni. La direction tient aussi compte de l'incidence que certains facteurs macroéconomiques prospectifs, notamment les événements économiques actuels et futurs, tendances sectorielles et concentrations de risques, auraient sur le portefeuille ainsi que sur le compte de correction ou la provision à établir.

Une correction de valeur ou une provision est établie pour chaque prêt et chaque engagement de prêt que la direction considère comme ayant subi une dépréciation ou pour lequel une perte a été subie. Lorsque le débiteur est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur nette de réalisation. La direction doit procéder à un certain nombre d'estimations, notamment en ce qui a trait à la durée et au montant des flux de trésorerie futurs, ainsi qu'à la valeur résiduelle du nantissement sous-jacent.

Le jugement de la direction sert au calcul de la perte de crédit attendue, car il s'agit de recourir à des informations prospectives pour pouvoir appuyer la prédiction d'un événement futur et à des comportements passés pour pouvoir déterminer la durée de vie attendue d'un instrument financier. Le jugement sert aussi à évaluer si un risque de crédit a beaucoup augmenté ou non.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La plupart de nos instruments financiers — équivalents de trésorerie, titres négociables, instruments dérivés, placements en actions — sont inscrits dans l'état de la situation financière à leur juste valeur soit le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Nos instruments financiers sont classés dans trois niveaux, selon que les techniques employées pour leur évaluation utilisent des données de marché observables ou non observables. Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués d'après les cotes du marché, ce qui signifie que le recours à l'estimation est minime. Les instruments classés aux niveaux 2 et 3 nécessitent un degré plus élevé d'estimation et de jugement, car les informations les concernant peuvent ne pas s'appuyer sur des données de marché observables, comme les taux d'actualisation, les courbes de rendement et les autres données qui entrent dans nos modèles. Pour en savoir plus, voir les notes 3, 4 et 5.

Le classement de nos instruments financiers dans les trois niveaux hiérarchiques des justes valeurs nécessite que nous fassions preuve de jugement. Nous avons pour politique de comptabiliser les transferts effectués vers ou depuis ces niveaux à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert. L'information quantitative est fournie pour tous les transferts entre les différents niveaux, quel qu'en soit le caractère significatif.

ENTITÉS STRUCTURÉES

Nos placements dans des fonds sont considérés comme des placements dans une entité structurée. Une entité structurée est définie comme étant une entité qui a été conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. C'est la direction qui juge si nous contrôlons ou non une entité structurée. Lorsque nous détenons un pouvoir sur une entité structurée, que nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité structurée et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait de notre pouvoir sur cette entité structurée, nous sommes réputés en avoir le contrôle et nous devons la consolider dans nos états financiers. Si les critères d'identification du contrôle ne sont pas remplis, l'entité structurée n'est pas consolidée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les titres négociables à court terme qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance, sont considérés comme très liquides, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et comportent un risque négligeable de changement de valeur. Les produits d'intérêts sur nos équivalents de trésorerie sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables dans l'état du résultat global.

Titres négociables

Nous détenons des titres négociables pour répondre à nos besoins en liquidités. Ces titres sont détenus auprès de cocontractants solvables, qui doivent afficher une cote de crédit décernée par une agence de notation externe de A- au minimum pour toutes les transactions.

Les titres négociables que FinDev Canada détient directement sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net pour rendre compte de la gestion de ces instruments selon notre modèle économique. L'achat et la vente de ces titres sont comptabilisés à la date de la transaction, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Dans l'état du résultat global, les produits d'intérêts sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables, et les équivalents de trésorerie, les profits et pertes réalisés ou latents sur ces titres sont inscrits en tant qu'autres (produits) ou charges.

Prêts

Les prêts sont initialement inscrits à leur juste valeur. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous détenons nos prêts dans le but de recevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts et de commissions.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et de comptabilisation des produits d'intérêts durant la période concernée en tant que produits du financement et des placements dans l'état du résultat global. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou entrées de trésorerie futures sur la durée prévue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, nous estimons les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier, mais nous ne tenons pas compte des pertes de crédit futures. Ce calcul inclut l'ensemble des commissions payées ou reçues qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres surcotes ou décotes. Les produits différés tirés des prêts, qui se composent de commissions d'encours et d'administration et d'autres frais initiaux, sont considérés comme faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont amortis sur la durée des prêts correspondants.

Nos prêts sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie prennent fin ou lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque le débiteur a omis d'effectuer son versement à la date d'échéance prévue au contrat.

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes de crédit représentent les meilleures estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues et ils sont donc établis selon ce modèle.

Les instruments financiers devant subir un test de dépréciation comprennent les prêts comptabilisés au coût amorti. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les prêts est présenté au poste « Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts », dans l'état de la situation financière.

Les engagements de prêt font partie des éléments non comptabilisés devant subir un test de dépréciation. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les engagements de prêt est présenté dans l'état de la situation financière.

Les variations du compte de correction de valeur et des provisions pour pertes de crédit qui résultent des montages, des remboursements ou des arrivées à échéance, ainsi que les changements dans les paramètres du risque et les réévaluations, sont comptabilisées au poste « Dotation aux pertes de crédit », dans l'état du résultat global.

MODÈLE DE DÉPRÉCIATION BASÉ SUR LES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

Le modèle de pertes de crédit attendues comporte trois phases où transitent les corrections de valeur et les provisions pour pertes de crédit aux fins de leur évaluation. Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont dans la phase 1. La perte de crédit attendue est évaluée en fonction de la phase attribuée à l'instrument financier, comme suit :

- *Phase 1* – Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue dans les 12 mois à venir du fait d'une défaillance.
- *Phase 2* – Lorsque le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument financier.
- *Phase 3* – Lorsque l'instrument financier est considéré comme déprécié, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument, et les produits d'intérêts sont calculés en fonction de la valeur comptable de l'instrument diminuée de la correction de valeur ou de la provision, et non en fonction de sa valeur comptable brute.

DÉPRÉCIATION ET SORTIE OU RÉDUCTION DE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Selon la définition de défaillance à l'égard des prêts et des engagements de prêts que FinDev Canada a établie, ces instruments financiers sont considérés comme étant en défaillance et sont classés en phase 3 lorsqu'ils remplissent au moins une des deux conditions ci-après, lesquelles sont des indications observables de dépréciation :

- le risque de crédit s'est détérioré à tel point que FinDev Canada considère qu'il est improbable que le débiteur puisse rembourser entièrement sa dette envers elle;
- l'arriéré du débiteur sur la créance détenue par FinDev Canada dépasse 90 jours, ce qui est un critère selon IFRS 9.

S'il existe des indications raisonnables et justifiables d'une perte de valeur à l'égard d'un prêt ou d'un engagement de prêt considéré individuellement, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial du prêt, des flux de trésorerie futurs estimés. La valeur comptable du prêt est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur individuelle.

Par la suite, les produits d'intérêts sur un prêt déprécié individuellement sont comptabilisés sur la base de la valeur comptable réduite du prêt, selon le taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts et leurs corrections de valeur sont décomptabilisés soit partiellement (réduction de valeur), soit entièrement (sortie), lorsque toutes les méthodes de recouvrement, y compris la réalisation du nantissement, ont été épuisées et qu'on ne peut vraisemblablement envisager aucun autre recouvrement.

Nous traitons le prêt comme de nouveau productif lorsqu'il est probable que les paiements contractuels continueront aux termes de la convention de prêt.

ÉVALUATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

En calculant les pertes de crédit attendues et en attribuant les différentes phases, on tient compte de renseignements raisonnables et justifiables sur des événements passés, sur la situation actuelle et sur de futurs événements économiques à prévoir. L'estimation des données prospectives et le maniement de l'information prospective, à l'aide des sources d'information internes et externes, nécessitent beaucoup de jugement.

Le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance d'un débiteur donné ou d'un groupe donné de débiteurs ayant des caractéristiques similaires, comme l'appartenance au même pays, à la même industrie ou au même type d'entité, lesquelles pertes sont actualisées à la date de clôture à l'aide du taux d'intérêt effectif ou d'un taux qui s'y rapproche. La probabilité de défaillance, qui est basée sur des données actuelles et historiques et sur des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs, sert à estimer la possibilité de défaillance dans une période donnée. La perte en cas de défaillance, qui tient compte de facteurs macroéconomiques prospectifs, est une estimation du pourcentage de la perte qui sera subie advenant une défaillance de la part du débiteur. L'exposition en cas de défaillance est basée sur les flux de trésorerie attendus, lesquels tiennent compte des dispositions du contrat et des tendances prospectives relatives aux remboursements et aux prélèvements, et représente l'exposition en cours au moment de la défaillance.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Les pertes de crédit attendues sont calculées à l'aide d'informations prospectives produites à partir de prévisions raisonnables et justifiables, à la date de clôture, à l'égard des conditions économiques futures. Le modèle de pertes de crédit attendues ne considère pas tous les scénarios possibles, mais il reflète un échantillon représentatif formé de trois résultats possibles. Les scénarios retenus ne sont pas biaisés en faveur des extrêmes, reflètent une cohérence entre les variables et sont pondérés par leur probabilité d'occurrence.

En plus des prévisions macroéconomiques de base, nous considérons deux autres prévisions possibles. Ces autres prévisions aident les analystes du risque pays et des industries de l'Équipe des services économiques d'EDC à détecter et à vérifier les scénarios favorables et défavorables possibles, dont les incidences et la probabilité d'occurrence sont prises en compte. Chaque trimestre, les scénarios sont réexaminés pour en déterminer la pertinence.

Les variables macroéconomiques prises en compte lors de l'élaboration des scénarios ont été jugées comme étant des facteurs déterminants dans les prévisions macroéconomiques mondiales et comme très pertinentes pour notre portefeuille de prêts; elles comprennent le produit intérieur brut, les indices boursiers et les taux de chômage. Les variables macroéconomiques sont appliquées dans le modèle des pertes de crédit attendues selon un scénario basé sur le pays, l'industrie, la cote de crédit et le type d'entité. Nous évaluons également la mesure dans laquelle ces variantes pourraient ne pas refléter des événements économiques récents qui pourraient occasionner une détérioration du crédit. Dans ces cas, nous estimerons l'effet que cela pourrait avoir sur nos comptes de correction de valeur et nos provisions, et appliquerons des ajustements au modèle à certaines industries ou à d'autres catégories à risque si nous le jugeons approprié.

AUGMENTATION CONSIDÉRABLE DU RISQUE DE CRÉDIT

À chaque date de clôture, on évalue si le risque de crédit a connu une augmentation considérable depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. L'évaluation, qui se fait sans égard à l'exonération en cas de risque de crédit faible permise par IFRS 9, nécessite du jugement et tient compte des facteurs suivants :

- une limite basée sur un changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début;
- les informations qualitatives disponibles à la date de clôture;
- le nombre de jours depuis que le compte est en souffrance.

Si le compte est en souffrance depuis 30 jours, il passe à la phase 2. S'il est en souffrance depuis 90 jours, il est considéré comme déprécié et il passe à la phase 3.

Les actifs peuvent être transférés dans les deux sens pendant qu'ils cheminent à travers les différentes phases du modèle de dépréciation. Si, dans une période ultérieure, la qualité du crédit d'un instrument de phase 2 s'améliore de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme considérable, l'instrument est transféré vers la phase 1, et la correction de valeur ou la provision pour pertes de crédit est rajustée en étant basée sur des pertes de crédit attendues dans les 12 mois.

MODIFICATIONS

Si un emprunteur connaît des difficultés financières, nous pouvons modifier les conditions de son prêt. Nous déterminons alors si le prêt doit être décomptabilisé ou non. Si la modification ne donne pas lieu à une décomptabilisation, la date de création de l'actif continue d'être utilisée pour évaluer si le risque de crédit a augmenté de façon importante. Si la modification donne plutôt lieu à une décomptabilisation, un nouveau prêt est comptabilisé sur la base des nouvelles modalités contractuelles et celui-ci est classé dans la phase 1. Les nouveaux prêts qui sont dépréciés dès leur création sont classés dans la phase 3, et les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier sont comptabilisées dans la juste valeur initiale. Au cours des périodes de présentation ultérieures, nous comptabilisons uniquement les changements cumulatifs aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier depuis la comptabilisation initiale à titre de provision pour pertes de crédit. Les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées dans la dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit de l'état du résultat global.

Placements en actions

Les placements en actions représentent les placements directs détenus dans des sociétés à capital fermé ainsi que les placements dans des fonds de capital-investissement. L'achat et la vente de ces placements en actions sont comptabilisés à la date de la transaction et sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net. Les variations ultérieures de la juste valeur et les profits et les pertes réalisés sont comptabilisés comme autres (produits) ou charges. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Nous comptabilisons l'actif au titre de droits d'utilisation et l'obligation locative à compter de la date de début du contrat. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, composé de l'obligation locative initiale du contrat de location, des coûts directs initiaux encourus et des paiements de loyers effectués à la date de début du contrat ou avant, déduction faite de tout incitatif à la location reçu. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût et, ultérieurement, ils sont amortis selon le mode linéaire depuis la date de début jusqu'à la date de fin du contrat.

Notre actif au titre de droits d'utilisation se rapporte à des bureaux et des imprimantes. Nous comptabilisons les composantes locatives séparément des composantes non locatives. Nous ne comptabilisons pas les actifs au titre de droits d'utilisation ni les obligations locatives pour les contrats de location à court terme de 12 mois ou moins ou pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Notre obligation locative est initialement évaluée selon les paiements de loyers actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, à défaut, à notre taux d'emprunt marginal. L'obligation est par la suite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée advenant un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une modification de la durée du contrat de location, avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation ou la comptabilisation d'un gain ou d'une perte en autres produits ou en autres charges si la valeur comptable de l'actif est nulle.

Emprunts

FinDev Canada détient des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable reçus d'EDC. Les emprunts sont inscrits au coût amorti, les intérêts étant comptabilisés dans les charges d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés (les « dérivés ») sont des contrats financiers qui tirent leur valeur des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des titres de capitaux propres, des écarts de taux ou d'autres mesures financières. Nous utilisons des dérivés (swaps de devises et contrats de change à terme) pour gérer le risque de change.

Nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture à nos dérivés. Ceux-ci sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, dans l'état de la situation financière, à la date de transaction, et sont sortis de l'état de la situation financière lorsqu'ils arrivent à terme ou sont résiliés. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont inscrits comme instruments dérivés dans l'actif, tandis que les dérivés ayant une juste valeur négative sont inscrits comme instruments dérivés, mais dans le passif. Les produits et charges d'intérêts liés à nos dérivés sont intégralement comptabilisés en charges d'intérêts, tandis que les profits et pertes réalisés ou latents sont comptabilisés en autres (produits) ou charges.

Apports de donateurs

FinDev Canada conclut des ententes de cofinancement avec plusieurs donateurs afin d'avoir plus de ressources à affecter aux projets d'impact sur le développement. Les apports des donateurs sont gérés collectivement avec les propres apports de FinDev Canada. Les apports reçus ou à recevoir dans le cadre des ententes signées sont comptabilisés en tant que produits différés. Ces produits différés sont ensuite comptabilisés en produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées et ils diminuent lorsqu'ils sont versés directement au client, sans aucune comptabilisation dans les produits. La portion des fonds reçus des donateurs dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle soit utilisée pour les déboursements directs à l'intention des clients est exclue des produits différés.

Conversion de devises

Tous les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de FinDev Canada, aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens (quotidiens ou mensuels) en vigueur pendant l'exercice. Les écarts de change découlant de la conversion des soldes et des transactions libellés en devises sont comptabilisés comme autres (produits) ou charges.

Les éléments non monétaires en monnaie étrangère sont convertis aux taux historiques lorsqu'ils sont évalués au coût historique. Par contre, ils sont convertis au cours de change affiché à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée lorsqu'ils sont évalués à la juste valeur.

Régimes de prestations de retraite

Nous participons à des régimes d'avantages sociaux parrainés par EDC et comptabilisons notre participation selon la méthode de comptabilité d'engagement en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. Pour de plus amples renseignements sur ces régimes de prestations de retraite, veuillez consulter la note 10 du Rapport annuel intégré 2024 d'EDC.

3. Équivalents de trésorerie et titres négociables

FinDev Canada détient des instruments à court terme portant intérêt auprès de certaines institutions financières canadiennes qui viennent à échéance dans un an ou moins, à des fins de gestion de trésorerie. Les instruments qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Les soldes relatifs aux équivalents de trésorerie ont été inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie dans les états financiers et les notes. Au 31 décembre 2024, tous les instruments détenus étaient des équivalents de trésorerie (en 2023, tous les instruments détenus étaient des équivalents de trésorerie). En 2023, il y a eu des achats de titres négociables d'une valeur de 50,4 milliards de dollars ainsi que des arrivées à échéance et des ventes d'une valeur de 50,4 milliards de dollars (aucune activité sur les titres négociables au 31 décembre 2023). Notre portefeuille d'équivalents de trésorerie et de titres négociables nous expose au risque que les institutions de dépôt ou les contreparties ne nous remboursent pas conformément aux dispositions contractuelles. Pour atténuer ce risque, nous ne détenons des équivalents de trésorerie qu'auprès de contreparties ayant une cote de crédit de A- ou plus. Le risque de crédit potentiel auquel nous nous exposons en raison des équivalents de trésorerie correspond à la valeur comptable de ces instruments financiers.

Au 31 décembre 2024, les équivalents de trésorerie de 87,6 millions de dollars (16,5 millions au 31 décembre 2023) comprenaient une somme de 6,0 millions (7,0 millions au 31 décembre 2023) représentant les apports du donateur Affaires mondiales Canada (« AMC ») et sont restreints au projet de facilité à des conditions libérales; les 81,6 millions restants (9,5 millions au 31 décembre 2023) ne faisaient l'objet d'aucune restriction. Voir la note 9 pour d'autres précisions sur le projet de facilité à des conditions libérales et la comptabilité y afférente.

Le taux de rendement des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour 2024 correspond à 5,04 % (4,77 % au 31 décembre 2023).

4. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Prêts

Le tableau qui suit montre les différentes composantes des prêts ainsi que l'échéance et le rendement effectif des prêts bruts aux termes des contrats. Le rendement est calculé selon une moyenne pondérée par montant et par durée. Le rendement à taux variable est exprimé en écart par rapport au taux de base, soit principalement les taux sans risque (« TSR ») pour le dollar américain :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**					31 déc. 2023				
	Taux variable $	**Écart à l'échéance %**	**Taux fixe $**	**Rendement à l'échéance %**	**Total $**	Taux variable $	Écart à l'échéance %	Taux fixe $	Rendement à l'échéance %	Total $
Prêts productifs :										
2024	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	104 665	3,62	23 921	7,64	128 586
2025	**83 597**	**3,41**	**26 005**	**7,63**	**109 602**	68 113	3,64	25 805	7,77	93 918
2026	**123 963**	**3,40**	**20 678**	**7,71**	**144 641**	49 384	3,63	17 710	8,01	67 094
2027	**199 031**	**3,44**	**13 174**	**7,84**	**212 205**	52 311	3,56	9 744	8,27	62 055
2028	**98 293**	**3,45**	**19 480**	**8,07**	**117 773**	26 363	3,41	15 132	8,70	41 495
2029	**65 456**	**3,60**	**8 698**	**8,30**	**74 154**	13 996	3,29	5 196	9,20	19 192
2030 à 2034	**237 160**	**3,24**	**27 955**	**8,15**	**265 115**	187 612	2,80	15 587	9,20	203 199
2035 et par la suite	**4 357**	**4,51**	**-**	**-**	**4 357**	3 250	4,25	-	-	3 250
Prêts productifs bruts	**811 857**	**3,38**	**115 990**	**8,02**	**927 847**	505 694	3,16	113 095	8,49	618 789
Prêts dépréciés	**14 941**	**7,43**	**7 189**	**5,60**	**22 130**	-	-	-	-	-
Prêts bruts	**826 798**		**123 179**		**949 977**	505 694		113 095		618 789
Créances au titre des intérêts et des commissions					**14 166**					10 548
Produits différés tirés des prêts et autres					**(8 780)**					(5 042)
Prêts					**955 363**					624 295

À la fin de 2024, le rendement des prêts productifs bruts à taux variable était de 3,46 % (3,85 % en 2023), la durée moyenne jusqu'à la révision étant de 86 jours (81 jours en 2023).

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période.

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	**618 789**	420 744
Déboursements	**419 322**	270 472
Remboursements de principal	**(152 514)**	(59 891)
Prêts faisant l'objet d'une sortie ou d'une réduction de valeur	**(765)**	-
Écart de change	**65 145**	(12 536)
Solde à la clôture de l'exercice	**949 977 $**	618 789 $

En 2024, nous avions des prêts dépréciés de 22,1 millions de dollars (néant au 31 décembre 2023) auprès de deux emprunteurs commerciaux (aucun au 31 décembre 2023). Au cours de l'année, la somme de 765 000 dollars d'un des prêts dépréciés a été annulée afin de soutenir l'emprunteur qui traversait une période de difficultés financières.

La concentration des risques pays se ventile comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**		31 déc. 2023	
Pays	**Prêts bruts**	**%**	Prêts bruts productifs	%
Colombie	**143 765**	**15**	132 490	21
Bermudes	**102 163**	**11**	33 123	5
Argentine	**83 863**	**9**	46 647	7
Costa Rica	**81 467**	**9**	52 996	9
Équateur	**79 411**	**8**	79 022	13
Île Maurice	**78 861**	**8**	95 834	15
Curaçao	**74 758**	**8**	21 198	3
Afrique du Sud	**71 883**	**8**	-	-
France	**61 470**	**6**	23 771	4
Nigéria	**57 506**	**6**	22 082	4
Togo	**29 272**	**3**	-	-
Jamaïque	**17 971**	**2**	23 186	4
Pérou	**16 682**	**1**	17 712	3
Canada	**10 782**	**1**	-	-
République dominicaine	**10 638**	**1**	8 248	1
El Salvador	**10 063**	**1**	11 924	2
Brésil	**9 584**	**1**	26 498	4
États-Unis	**8 587**	**1**	10 643	2
Panama	**1 251**	**1**	3 478	1
Bolivie	**-**	**-**	9 937	2
Total	**949 977 $**	**100**	618 789 $	100

Nous appliquons plusieurs méthodes d'atténuation du risque de crédit à nos prêts commerciaux, notamment en exigeant une certaine forme de sûreté. Les formes de sûreté les plus courantes comprennent les biens immeubles et meubles, y compris les agencements, de l'emprunteur.

Au 31 décembre 2024, notre exposition maximale au risque de crédit se chiffrait à 1 252,4 millions de dollars (717,1 millions à la fin de 2023).

Exposition ventilée par phase

Le tableau suivant présente une ventilation de nos prêts bruts et de nos engagements de prêts en fonction de la qualité du crédit.

(en milliers de dollars canadiens)				**31 déc. 2024**	31 déc. 2023
	Phase 1	**Phase 2**	**Phase 3**	**Total**	Total
Prêts bruts					
Première qualité*	**178 528**	**-**	**-**	**178 528**	67 537
Qualité inférieure	**708 504**	**40 815**	**-**	**749 319**	551 252
Dépréciation sur une base individuelle	**-**	**-**	**22 130**	**22 130**	-
Total des prêts bruts	**887 032**	**40 815**	**22 130**	**949 977**	618 789
Engagements de prêts					
Première qualité*	**62 371**	**-**	**-**	**62 371**	63 571
Qualité inférieure	**240 025**	**-**	**-**	**240 025**	34 789
Total des engagements de prêts	**302 396**	**-**	**-**	**302 396**	98 360

**Les expositions de première qualité représentent des emprunteurs dont la cote de crédit correspond, au pire, à BBB- selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit.*

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Nos corrections de valeur et nos provisions pour pertes de crédit sont estimées à l'aide de modèles complexes qui utilisent des données, des hypothèses et des modélisations nécessitant un degré élevé de jugement de la part de la direction. Comme le décrit la note 2, le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance. Les courbes de probabilité de défaillance utilisées dans notre modèle tiennent compte des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs pour estimer la possibilité de défaillance dans le temps.

Le tableau suivant présente les montants bruts et nets de nos prêts et de nos engagements de prêts.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**			31 déc. 2023		
	Valeur comptable brute	**Compte de correction de valeur pour pertes**	**Valeur comptable nette**	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes	Valeur comptable nette
Prêts bruts	**949 977**	**33 865**	**916 112**	618 789	40 362	578 427
Engagements de prêts	**302 396**	**8 089**	**294 307**	98 360	6 411	91 949
Total	**1 252 373**	**41 954**	**1 210 419 $**	717 149	46 773	670 376 $

En 2024, nous avons apporté des changements à nos modèles comme décrit ci-après.

Nous avons remplacé le modèle utilisé pour estimer les pertes de crédit attendues, qui applique une granularité accrue basée sur le pays, le secteur et le type d'entité, ainsi qu'un plus grand nombre de variables macroéconomiques. La mise à jour de ce modèle de correction de valeur a entraîné une baisse de 7,9 millions de dollars de notre compte de correction de valeur et de nos provisions pour pertes et a été traitée comme un changement d'estimation comptable.

L'évaluation de l'augmentation importante du risque de crédit est l'un des éléments du calcul des pertes de crédit attendues pour lequel la direction fait preuve de jugement. Pour déterminer si un actif a fait l'objet d'une augmentation importante du risque de crédit, nous utilisons une limite basée sur le changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début. En 2024, nous avons fait passer nos seuils de probabilité de défaillance de deux à cinq catégories afin de mieux refléter la qualité du crédit de nos actifs, ce qui s'est traduit par une réduction de la sensibilité et de la volatilité des changements d'étape. La mise à jour de ces seuils de probabilité de défaillance a entraîné une baisse de 2,1 millions de dollars de notre compte de correction de valeur pour pertes, incluse dans l'incidence globale de 7,9 millions de dollars indiquée plus haut, et ayant été traitée comme un changement d'estimation comptable.

Le tableau qui suit fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture de notre compte de correction de valeur et de nos provisions pour pertes de crédit pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les éléments de rapprochement rendent compte de l'incidence des facteurs ci-dessous sur les corrections de valeur et les provisions :

- les transferts entre les différentes phases avant la réévaluation correspondante des corrections de valeur ou des provisions;
- la réévaluation des corrections de valeur ou des provisions en raison des transferts entre les phases et de l'incidence des modifications des notes attribuées au risque de crédit, l'application de nouveaux modèles, ainsi que les changements que les données utilisées dans les modèles, la valeur des nantissements et les hypothèses ont subis et qui n'ont entraîné aucun transfert entre les phases;
- les nouveaux montages durant la période, qui comprennent les prêts nouvellement déboursés et les engagements de prêts signés;
- le montant net des déboursements ou remboursements et des arrivées à échéance, compte tenu des déboursements et remboursements sur les prêts et engagements de prêts;
- les modifications du modèle causées par la mise à jour du modèle quantitatif utilisé pour estimer les pertes de crédit attendues, y compris les effets de l'échelonnement;
- les réductions de valeur ou sorties des actifs réputés irrécouvrables;
- l'effet des variations du cours des monnaies étrangères.

Au 31 décembre 2024, si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues pour la phase 1, le total des pertes de crédit attendues serait de 28,1 millions de dollars (31,9 millions au 31 décembre 2023). Si notre portefeuille productif était évalué selon les pertes de crédit attendues pour la phase 2, le total des pertes de crédit attendues serait de 73,1 millions de dollars (61,2 millions au 31 décembre 2023).

En calculant les pertes de crédit attendues à la date de clôture, nous prédisons trois scénarios possibles sur le plan macroéconomique. Au 31 décembre 2024, les scénarios pondérés et fondés sur de multiples variables macroéconomiques avaient fait augmenter le total des pertes de crédit attendues de notre portefeuille de prêts productifs de 1,6 million de dollars par rapport au scénario de base (3,5 millions en 2023).

Le tableau suivant présente les variations que le compte de correction de valeur pour pertes de crédit sur prêts et la provision pour pertes de crédit sur engagements de prêts ont subies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

(en milliers de dollars canadiens)	**Phase 1**	**Phase 2**	**Phase 3**	**2024 Total**	Phase 1	Phase 2	2023 Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts							
Solde à l'ouverture de l'exercice	15 199	25 163	-	**40 362**	25 103	-	25 103
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit							
Transfert vers la phase 1	32 477	(32 477)	-	**-**	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(8 709)	8 709	-	**-**	(15 782)	15 782	-
Transfert vers la phase 3	-	(1 076)	1 076	**-**	-	-	-
Réévaluations	(29 926)	1 917	12 429	**(15 580)**	(7 501)	10 813	3 312
Nouveaux montages	11 178	8 783	-	**19 961**	14 810	-	14 810
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(2 248)	(2 794)	-	**(5 042)**	(1 265)	(757)	(2 022)
Changements apportés au modèle	(923)	(7 013)	(85)	**(8 021)**	-	-	-
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	1 849	(23 951)	13 420	**(8 682)**	(9 738)	25 838	16 100
Réductions de valeur et sorties	-	-	(765)	**(765)**	-	-	-
Écart de change	1 418	1 025	507	**2 950**	(166)	(675)	(841)
Solde à la clôture de l'exercice	18 466	2 237	13 162	**33 865**	15 199	25 163	40 362
Provision pour pertes sur engagements de prêts							
Solde à l'ouverture de l'exercice	62	6 349	-	**6 411**	1 343	-	1 343
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit							
Transfert vers la phase 1	153	(153)	-	**-**	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(26)	26	-	**-**	(2 095)	2 095	-
Réévaluations	(4 051)	(837)	-	**(4 888)**	1 275	4 314	5 589
Nouveaux montages	17 861	381	-	**18 242**	3 600	-	3 600
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(6 566)	(5 862)	-	**(12 428)**	(3 995)	-	(3 995)
Changements apportés au modèle	168	(26)	-	**142**	-	-	-
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	7 539	(6 471)	-	**1 068**	(1 215)	6 409	5 194
Écart de change	488	122	-	**610**	(66)	(60)	(126)
Solde à la clôture de l'exercice	8 089	-	-	**8 089**	62	6 349	6 411
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et de la provision pour pertes sur engagements de prêts	26 555 $	2 237 $	13 162 $	**41 954 $**	15 261 $	31 512 $	46 773 $

Variables macroéconomiques

Le tableau suivant présente les moyennes des variables macroéconomiques que nous avons utilisées dans notre prévision de base et nos scénarios optimistes et pessimistes pour la prochaine année et pour le reste de la période prévisionnelle. Les variables macroéconomiques déterminantes qui sont énumérées dans le tableau ci-dessous ont une incidence sur les courbes de probabilité de défaillance prospectives associées à notre portefeuille.

31 déc. 2024

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario optimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	3,1	3,1	4,6	3,3	0,5	3,2
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,7	1,9	2,9	2,0	(0,6)	1,9
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,2	4,0	5,8	4,2	1,4	4,1
Taux de change (moyenne de la période), USD/CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	65,8	66,8	68,2	72,6	50,5	59,2

Dec, 31 2023

	Prévision de base		Scénario optimiste		Scénario optimiste	
	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*	Valeur moyenne des 12 prochains mois	Valeur moyenne de la période prévisionnelle restante*
PIB mondial (variation en %)	2,8	3,1	3,0	3,5	1,9	3,0
PIB de pays industrialisés, en glissement annuel (%)	1,1	1,7	1,3	2,1	0,4	1,7
PIB de pays en développement, en glissement annuel (%)	4,1	4,0	4,3	4,4	3,1	3,9
Taux de change (moyenne de la période), USD/CAD	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Prix du West Texas Intermediate, USD/baril	76,0	69,1	76,1	73,9	70,9	57,6

*La période prévisionnelle restante est généralement de quatre ans.

5. Placements en actions

	31 déc. 2024		31 déc. 2023	
(en milliers de dollars canadiens)	**Coût**	**Juste valeur**	Coût	Juste valeur
Placements directs	**112 482**	**99 223**	102 793	102 912
Placements dans des fonds de placement	**121 810**	**155 527**	102 882	107 951
Total des placements en actions	**234 292 $**	**254 750 $**	205 675 $	210 863 $

Nous investissons dans des fonds qui sont des organismes de placement collectif et qui sont structurés comme des entités en commandite simple financées par des commanditaires. Ces fonds investissent principalement dans des sociétés fermées ou ouvertes et sont considérés comme des entités structurées.

Nous avons des engagements de placements en actions de 264,9 millions de dollars (168,6 millions au 31 décembre 2023) envers des fonds de placement, ainsi qu'à titre de placements directs.

Un montant de 1,5 million de dollars (1,8 million au 31 décembre 2023) en tant que produits tirés des placements en actions, au sein de nos portefeuilles de placements directs et de placements dans des fonds, a été comptabilisé dans l'état du résultat global. Ce montant consiste essentiellement en des dividendes capitalisés sur les actions privilégiées, des paiements des intérêts nominaux, des frais compensateurs et des revenus de dividendes provenant du portefeuille du fonds.

6. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative

Actif au titre de droits d'utilisation

FinDev Canada loue des bureaux et des imprimantes. Elle a évalué les obligations locatives en incluant les options de prolongation qu'elle a la certitude raisonnable d'exercer. La variation de notre actif au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice, y compris le nouveau bail pour notre siège social, se présente comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	**1 682**	1 264
Entrées	**4 962**	715
Dotation aux amortissements	**(547)**	(297)
Solde à la clôture de l'exercice	**6 097 $**	1 682 $

Obligation locative

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés liés à notre obligation locative au 31 décembre.

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Moins de 1 an	**696**	396
De 1 à 5 ans	**2 387**	1 468
Plus de 5 ans	**4 721**	119
Total de l'obligation locative non actualisée	**7 804**	1 983
Total de l'obligation locative à la clôture de l'exercice	**6 281 $**	1 795 $

Les charges d'intérêts sur l'obligation locative pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont élevées à 155 000 $ (69 000 $ en 2023). Les sorties de trésorerie totales liées aux contrats de location se sont établies à 471 000 dollars (337 000 dollars au 31 décembre 2023), dont 316 000 dollars (268 000 dollars au 31 décembre 2023) en remboursement de principal sur l'obligation locative.

À la fin de 2024, les engagements contractuels futurs liés aux composantes non locatives, aux contrats de location dont les biens sous-jacents étaient de faible valeur et aux contrats de location à court terme totalisaient 8,6 millions de dollars (2,1 millions à la fin de 2023).

7. Instruments d'emprunt

Nous émettons des instruments d'emprunt à l'intention de notre société mère, EDC, afin de combler nos besoins de financement et de liquidités. Nos emprunts à long terme sont contractés sous forme d'emprunts à terme et à taux fixe et d'emprunts renouvelables à taux variables libellés en dollars américains, dont l'échéance est dans plus d'un an. Nous gérons le risque de change à l'aide d'instruments dérivés. Voir la note 8 pour des précisions sur nos instruments dérivés.

FinDev Canada est une filiale entièrement détenue par EDC, laquelle est entièrement détenue par le gouvernement du Canada. Nos obligations sont entièrement garanties par le gouvernement canadien, qui détient une cote de crédit AAA. Par conséquent, aucune variation importante de la valeur de nos instruments d'emprunt ne peut être attribuée à la variation de notre propre risque de crédit.

Emprunts

Les emprunts se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**	31 déc. 2023
Emprunts à long terme		
échéant à moins d'un an	**14 377**	33 123
échéant à plus d'un an	**288 249**	250 813
Total des emprunts à long terme	**302 626**	283 936
Intérêts courus	**2 601**	5 365
Total	**305 227 $**	289 301 $

En 2024, nos emprunts ont enregistré des pertes de change de 24,2 millions de dollars (des gains de 6,1 millions de dollars au 31 décembre 2023). Nous gérons le risque de change lié à ces emprunts dans le cadre de notre gestion globale des risques de change de l'ensemble de nos actifs et passifs. Voir la note 15 pour des précisions sur notre (profit) ou perte de change consolidé.

Le tableau suivant indique les variations subies par les emprunts par suite des activités de financement.

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	**289 301**	302 969
Flux de trésorerie nets	**(5 216)**	(11 056)
Écart de change	**24 211**	(6 133)
Variation des intérêts courus	**(3 069)**	3 521
Solde à la clôture de l'exercice	**305 227 $**	289 301 $

Le tableau qui suit montre nos positions sur les emprunts à taux fixe et à taux variable, ainsi que les échéances et rendements de ces positions. Les instruments d'emprunt sont présentés ci-dessous selon leur montant nominal pour qu'ils indiquent les liquidités dont nous aurons besoin à leur échéance.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**		31 déc. 2023	
Année d'échéance	**Émission d'instruments d'emprunt**	**Rendement* (%)**	Émission d'instruments d'emprunt	Rendement* (%)
Émission à taux fixe				
2024	**-**	**-**	33 123	1,11
2025	**14 377**	**4,21**	13 249	4,21
2027	**28 753**	**3,39**	26 498	3,39
2028	**53 912**	**4,30**	49 684	4,30
Total partiel	**97 042**	**4,06**	122 554	3,82
Émission à taux variable				
2035 et par la suite	**205 584**		161 382	
Total partiel	**205 584**	**4,58**	161 382	5,72
Total	**302 626 $**		283 936 $	

**Soit le taux effectif jusqu'à la date d'échéance des instruments à taux fixe et le taux effectif jusqu'à la date de révision du taux d'intérêt des instruments à taux variable.*

À la fin de 2024, les flux de trésorerie contractuels, y compris le principal et les intérêts estimés (selon les taux actuels), liés à notre portefeuille d'instruments d'emprunt s'établissaient comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**
Année d'échéance	
Moins de 1 an	**27 005**
De 1 à 3 ans	**53 937**
De 3 à 5 ans	**75 356**
Plus de 5 ans	**286 768**
Total	**443 066 $**

Le solde des emprunts à taux variable au 31 décembre 2024 a été remboursé en janvier 2025 après la réception d'une injection de capital

8. Instruments dérivés

Nous nous servons de divers instruments dérivés pour gérer les coûts et le rendement de nos activités de financement, d'investissement et de gestion des risques, ainsi que l'ampleur des risques financiers inhérents à ces activités.

À l'heure actuelle, nous utilisons notamment les instruments suivants :

Swaps de devises – Engagements qui consistent à échanger, en deux opérations de change, des flux de trésorerie dans des devises différentes, la première étant effectuée à l'origine au taux au comptant, et la deuxième, à un taux préétabli, à une date ultérieure précise.

Contrats de change à terme – Engagements d'échanger des flux de trésorerie dans différentes devises dont le taux de change est précisé d'avance, à une date ultérieure prédéterminée.

Pour limiter le risque de crédit associé à nos instruments dérivés, nous ne concluons les swaps de devises et les contrats de change à terme qu'avec EDC.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. Les notionnels ne sont pas inscrits à l'actif ni au passif dans notre état de la situation financière, car ils ne représentent que la valeur nominale du contrat à laquelle on applique un taux ou un prix pour calculer les flux de trésorerie qui seront échangés.

Nous avons conclu des swaps de devises (pour des durées allant de 2 à 7 mois) avec EDC afin de convertir, en dollars américains, des fonds libellés en dollars canadiens, ou vice versa. Tous ces dérivés ont une durée de moins d'un an (tous inférieurs à un an au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, ces swaps avaient une valeur notionnelle de 914,1 millions de dollars (569,9 millions à la fin de 2023). Les charges d'intérêts sur ces swaps, de 5,4 millions de dollars (1,3 million de dollars au 31 décembre 2023), ont été comptabilisées dans l'état du résultat global (perte).

En 2024, nous avons réexaminé nos contrats non financiers en vue de recenser les dérivés incorporés et avons déterminé qu'aucun dérivé incorporé n'était présent (aucun en 2023).

9. Produits différés

En 2021, FinDev Canada a obtenu d'Affaires mondiales Canada (AMC) une facilité à des conditions libérales de 75,9 millions de dollars. La facilité est un accord passé entre AMC et FinDev Canada, dont l'objectif est d'exécuter le mandat confié par le gouvernement du Canada selon le principe d'égalité des genres, sous la forme d'une facilité de relance économique en réponse à la crise de la COVID-19. Aux termes de cet accord, FinDev Canada détiendra, gérera, administrera, utilisera et investira les fonds reçus d'AMC dans le cadre de cette facilité. Les résultats financiers de la facilité à des conditions libérales seront déclarés à AMC et seront consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada, que celui-ci publie séparément et qui sont audités par le Bureau du vérificateur général du Canada. Sur la facilité initiale de 75,9 millions de dollars, 11,5 millions se rapportaient à un apport du donateur que FinDev Canada devait consacrer à des charges administratives admissibles et à de l'assistance technique.

Les produits différés représentent la portion non comptabilisée des apports du donateur AMC pour le projet de facilité à des conditions libérales. Les produits différés sont comptabilisés en produits effectivement lorsque les charges sont engagées.

Le tableau suivant présente les produits différés liés au projet de facilité à des conditions libérales :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**	31 déc. 2023
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	**5 831**	6 816
AMC : facilité à des conditions libérales – assistance technique	**125**	200
Total	**5 956 $**	7 016 $

Le tableau suivant montre les composantes des apports de donateurs comptabilisés en produits.

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
AMC : facilité à des conditions libérales – charges administratives	**985**	850
AMC : facilité à des conditions libérales – facilité d'assistance technique	**75**	50
Autres	**-**	220
Total	**1 060 $**	1 120 $

10. Capital social

FinDev Canada possède un nombre illimité d'actions autorisées, d'une valeur nominale de 100 $ chacune, qui confèrent le droit à notre actionnaire de toucher un dividende de temps à autre. Au 31 décembre 2024, le capital social de FinDev Canada correspond à 950 millions de dollars, ce qui représente 9,5 millions d'actions (600 millions de dollars et 6 millions d'actions au 31 décembre 2023). Au cours du premier trimestre de 2024, FinDev Canada a reçu un apport en capitaux de 350 millions de dollars en échange de 3,5 millions d'actions (300 millions de dollars contre 3 millions d'actions en 2023).

En janvier 2025, FinDev Canada a reçu un apport en capitaux de 400 millions de dollars en échange de 4,0 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 dollars chacune.

11. Gestion du capital

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, nous courons plusieurs risques financiers. L'un de ces risques est le risque d'insuffisance du capital, qui est le risque de subir une perte résultant de l'incapacité à détenir un capital suffisant, ce qui provoquerait l'interruption des activités ou l'insolvabilité de l'entreprise, voire la faillite. Nous gérons notre risque d'insuffisance du capital selon la politique de gestion du capital.

Entre autres choses, cette politique établit l'approche et les méthodes d'évaluation, de surveillance et de gestion du risque d'insuffisance du capital. Elle décrit aussi comment calculer le capital disponible (offre de capital) ainsi que le capital requis (demande de capital), ainsi qu'une fréquence régulière des rapports présentés à l'équipe de la haute direction et au Conseil d'administration.

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, EDC. Cette méthode s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP ») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. Pour FinDev Canada, la demande de capital est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité A, compte tenu du risque de crédit, du risque opérationnel, du risque de marché et du risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

En outre, le plafond de nos financements par emprunt a été fixé à trois fois nos fonds propres (3:1). Ce plafond est surveillé périodiquement, et la capacité d'emprunt est réduite en cas de détérioration du profil de risque de notre portefeuille ou de réduction de notre capital.

Nous visons un niveau de capitalisation qui permet de couvrir les pertes éventuelles attribuables à des cocontractants notés A. En 2024, FinDev Canada a fait passer sa norme de solvabilité de AA à A à la suite d'un examen des pratiques exemplaires et pour assurer l'harmonisation avec sa société mère, EDC.

12. Gestion des risques financiers

En finançant des sociétés fermées œuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, FinDev Canada court plusieurs risques financiers. Conçu pour contrôler et atténuer l'exposition de FinDev Canada aux risques financiers, le Cadre de gestion des risques financiers vient établir le système de gouvernance et de surveillance des opérations de financement, des opérations sur titres de capitaux propres et des activités liées aux opérations de trésorerie. Ce cadre dicte la marche à suivre pour assurer une gestion efficace des risques financiers, notamment en précisant les limites que le Conseil doit fixer et les méthodes de surveillance et de communication de l'information.

Les principaux risques financiers auxquels FinDev Canada s'expose sont décrits ci-après.

Risque lié à la gestion du capital

Le risque lié à la gestion du capital est évalué selon les deux sous-catégories suivantes :

- Risque d'insuffisance du capital – Risque que la cote implicite de solvabilité de FinDev Canada nuise à sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques. Ce risque englobe le risque d'insolvabilité et le risque que FinDev Canada n'ait pas accès à suffisamment de capital pour exécuter sa stratégie.
- Risque d'illiquidité – Risque de perte découlant de l'incapacité de FinDev Canada à amasser ou à emprunter les fonds nécessaires pour pouvoir honorer ses obligations financières ou de son incapacité à convertir ses actifs de trésorerie en liquidités sans renoncer à un capital ou à des revenus importants.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et le risque de contrepartie sont évalués selon les trois sous-catégories principales suivantes :

- Risque de portefeuille – Risque de perte découlant d'une exposition unique ou d'un groupe d'expositions de nature à engendrer des pertes suffisamment importantes au point de menacer la santé financière de FinDev Canada ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.
- Risque de débiteur – Risque de perte découlant de l'incapacité d'un emprunteur, d'un garant ou d'une entité dans laquelle FinDev Canada détient une participation à atteindre ses objectifs commerciaux.
- Risque de contrepartie aux opérations de trésorerie – Risque de perte attribuable à l'incapacité d'une contrepartie à une opération de trésorerie ou d'une contrepartie à une opération de transfert de risque à respecter ses obligations selon les conditions convenues.

Risque de marché

Risque de perte découlant d'une fluctuation défavorable des cours du marché, des taux d'intérêt ou des taux de change. Le risque de marché peut également résulter d'événements de marché qui influent sur la juste valeur de marché de nos investissements.

- Risque de change – Risque que les fluctuations du cours du change aient un effet défavorable sur la valeur des instruments financiers. FinDev Canada court un risque de change lorsque l'actif et le passif dans une devise donnée ne concordent pas. En 2024, une variation de ± 1 % de la juste valeur n'a pas eu d'incidence importante sur notre revenu net.
- Risque de taux d'intérêt – Risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varient en raison de la fluctuation des taux d'intérêt du marché. FinDev Canada s'expose aux effets défavorables que les écarts entre les échéances ou dates de révision des actifs et des passifs. En 2024, une variation de ± 100 points de base n'a pas eu d'incidence importante sur notre revenu net.
- Autre risque de marché – Risque que la valeur marchande des investissements varie en raison de l'évolution des conditions du marché. FinDev Canada est exposée aux impacts négatifs potentiels sur la valeur des instruments financiers résultant de la volatilité du marché, des conditions économiques et du rendement des entreprises investies. Voir la note 13 pour l'analyse de sensibilité de nos placements en actions.

Risque lié aux changements climatiques

Nous avons commencé à suivre les risques liés aux changements climatiques et leur incidence sur notre viabilité financière. Les deux catégories de risques liés aux changements climatiques sont les suivantes :

- Risque physique – Le risque d'incidences financières découlant des risques physiques chroniques et graves liés aux changements climatiques tels que les inondations, les tempêtes, les feux de forêt, les sécheresses, ainsi qu'aux changements à long terme des cycles météorologiques tels que des températures moyennes plus élevées susceptibles de causer la hausse du niveau de la mer ou des vagues de chaleur chroniques.
- Risque de transition – Le risque d'incidences financières découlant des risques de transition liés aux mesures politiques, juridiques, technologiques ou commerciales prises en vue de la transition vers une économie à faible intensité de carbone.

13. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et par la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment précis et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée de nos instruments financiers ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Nous avons instauré des contrôles et politiques pour nous assurer que nos évaluations sont appropriées et réalistes. Les modèles, les méthodes d'évaluation et les paramètres et données relatifs au marché sont soumis à un examen et à une validation périodiques, ainsi qu'à une comparaison avec les valeurs fournies par des tiers.

Nous classons les instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aune de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée d'après des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les hypothèses et les techniques d'évaluation que nous utilisons pour estimer la juste valeur sont décrites ci-après.

Prêts

Afin d'estimer la juste valeur de nos prêts productifs (y compris les créances au titre des intérêts et des commissions, déduction faite des produits différés tirés des prêts), nous les séparons selon les catégories de risque qu'ils présentent, et nous calculons la valeur actualisée des flux de trésorerie du principal et des intérêts. Les taux d'actualisation sont obtenus à l'aide de courbes de taux pour chaque catégorie de risque et ils sont propres au risque de crédit et au terme jusqu'à l'échéance des flux de trésorerie du principal et des intérêts.

La juste valeur des prêts dépréciés est considérée comme étant équivalente à la valeur comptable. Une fois que le prêt est jugé déprécié, sa valeur comptable est réduite pour rendre compte des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts évalués au moyen de données non observables, comme les courbes de taux pour les prêts dont la qualité du crédit est inférieure, sont classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Équivalents de trésorerie

Nous estimons la juste valeur des équivalents de trésorerie d'après les prix observables sur le marché. S'il est impossible de connaître ces prix, nous déterminons la juste valeur en actualisant les flux de trésorerie futurs par une courbe de taux appropriée. Tous nos équivalents de trésorerie sont classés au niveau 1.

Placements en actions

Notre approche relative à l'évaluation de la juste valeur est fondée sur les lignes directrices contenues dans les *International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines*. Suivant le type de placement direct, nous estimons la juste valeur selon l'une des méthodes suivantes : les approches fondées sur le marché (notamment en utilisant le cours d'une action d'après les données de marché disponibles, le prix d'un titre récemment inclus dans le portefeuille de placements, des multiples ou des données de référence sectorielles); les approches fondées sur les bénéfices (telles que l'actualisation des flux de trésorerie); l'approche fondée sur le coût de remplacement (comme celui de l'actif net). Notre évaluation des fonds se base sur les états financiers les plus récents publiés au sujet des fonds. Les évaluations sont établies par la direction et approuvées par un comité d'évaluation indépendant. Les méthodes d'évaluation sont constamment validées et étalonnées au moyen de discussions avec les co-investisseurs et les intervenants du marché, compte tenu de tous les événements connus du marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des estimations déterminées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les estimations non observables de FinDev Canada sont présentées dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars canadiens)

Technique d'évaluation	**Donnée non observable**	Moyenne pondérée	**Juste valeur au 31 déc. 2024**	Juste valeur au 31 déc. 2023
Multiples	Multiple (ventes)	1,46	**78 298**	56 959
Flux de trésorerie actualisé	Taux d'actualisation	13 %	**14 294**	13 173
Prix de la transaction	S.O.	N/A	**6 631**	32 781
NAV*	S.O	N/A	**155 527**	107 950
Total			**254 750**	210 863

*La juste valeur des fonds de placement est déterminée par des tiers lorsque FinDev Canada n'a pas accès aux données.

Instruments dérivés

Les contrats de change à terme et les swaps de devises sont évalués en fonction des notionnels actualisés selon la courbe de taux des devises respectives, les valeurs actualisées étant converties au taux de change au comptant du dollar canadien.

Les dérivés d'engagement de prêt sont évalués à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change.

Tous nos instruments dérivés sont classés au niveau 2.

Emprunts

La juste valeur de nos emprunts est établie à l'aide des flux de trésorerie actualisés. Les taux à terme servent à générer les flux de trésorerie futurs à taux variable. Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen de la courbe de taux de la devise concernée. Les données utilisées dans les calculs sont observables sur le marché et peuvent inclure les courbes des taux d'intérêt et les taux de change. Les prêts à payer au coût amorti sont classés comme des instruments financiers de niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de nos instruments financiers.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2024**				31 déc. 2023			
	Niveau 2	**Niveau 3**	**Juste valeur totale**	**Valeur comptable**	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs								
Prêts productifs à taux fixe	**55 856**	**65 520**	**121 376**	**109 118**	45 503	63 915	109 418	95 785
Prêts productifs à taux variable	**672 317**	**169 853**	**842 170**	**802 330**	489 022	39 756	528 778	488 148
Total des prêts productifs	**728 173**	**235 373**	**963 546**	**911 448**	534 525	103 671	638 196	583 933
Prêts dépréciés	**10 050**	**-**	**10 050**	**10 050**	-	-	-	-
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	**738 223**	**235 373**	**973 596**	**921 498**	534 525	103 671	638 196	583 933
Instruments dérivés	**4 612**	**-**	**4 612**	**4 612**	15 449	-	15 449	15 449
Placements en actions	**-**	**254 750**	**254 750**	**254 750**	-	210 863	210 863	210 863
Passifs								
Emprunts	**306 903**	**-**	**306 903**	**305 227**	283 701	-	283 701	289 301
Instruments dérivés	**40 456**	**-**	**40 456**	**40 456**	370	-	370	370

Les instruments financiers classés dans les équivalents de trésorerie, dans les autres actifs et dans les dettes fournisseurs et autres crédits sont à court terme, et leur valeur comptable est raisonnablement proche de leur juste valeur.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 entre 2024 et 2023 en ce qui concerne les placements en actions.

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	**210 863**	154 592
Achats de placements en actions	**47 050**	68 521
Profits ou (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	**(4 824)**	(6 111)
Remboursement de capital	**(17 504)**	(1 838)
Écart de change	**19 165**	(4 301)
Solde à la clôture de l'exercice	**254 750 $**	210 863 $
Total des profits ou (pertes) de l'exercice, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture de l'exercice	**(4 824) $**	(6 111) $

En 2024, une analyse de sensibilité a été réalisée à l'aide d'autres hypothèses possibles en vue de recalculer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3. La juste valeur des instruments financiers de niveau 3 est fondée, en tout ou en partie, sur des données non observables. Lors de la préparation des états financiers, des niveaux appropriés sont retenus pour les paramètres des données non observables pour que celles-ci soient cohérentes avec les données de marché actuelles ou le jugement de la direction.

Afin d'analyser la sensibilité de nos placements en actions de niveau 3, nous avons ajusté les données non observables. Les données non observables utilisées dans l'évaluation de nos placements en actions de niveau 3 peuvent comprendre une ou plusieurs des données suivantes : multiple des ventes, décote d'illiquidité, multiple du BAIIA et taux d'actualisation. Lorsque plusieurs données non observables se trouvent en situation de choc, aucune compensation n'est envisagée, ce qui entraîne la variation la plus élevée, favorable ou défavorable. Les résultats de l'analyse de nos placements en actions de niveau 3 se retrouvent dans une fourchette allant d'un écart défavorable de 31,0 millions de dollars à un écart favorable de 31,0 millions de dollars.

14. Obligations contractuelles

Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des contrats qui nous engagent à faire des paiements minimaux futurs.

Les obligations d'achat comprennent les obligations qui constituent des accords juridiquement contraignants, aux termes desquels nous avons convenu d'acheter des quantités minimales précises de produits et de services dont le prix est défini comme fixe, minimal ou variable sur une période précise.

Au 31 décembre 2024, les obligations d'achat non présentées dans les notes afférentes aux états financiers s'élevaient à 5,9 millions de dollars (5,8 millions au 31 décembre 2023).

15. Autres (produits) ou charges

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Perte latente nette sur les placements en actions	**4 350**	5 961
(Profit) ou perte de change	**(372)**	9
(Profit) ou perte net latent sur les dérivés	**(4 664)**	288
(Profit) ou perte net, réalisé et latent, sur les titres négociables*	**(22)**	1
(Profit) ou perte net réalisé – Autres	**(107)**	-
Total des autres (produits) ou charges	**(815) $**	6 259 $

**Les gains et les pertes liés aux équivalents de trésorerie sont inclus dans les titres négociables.*

En 2024, il y a eu une perte nette non réalisée sur les placements en actions principalement due à des ajustements nets défavorables de la juste valeur de marché de 4,3 millions de dollars (588 000 dollars au 31 décembre 2023). Ce résultat a été partiellement compensé par un gain net non réalisé sur les dérivés de 4,7 millions de dollars (300 000 dollars au 31 décembre 2023), principalement en raison de la juste valeur de marché positive enregistrée pour le dérivé de l'accord de fixation des taux mentionné dans la note 8.

16. Charges administratives

(en milliers de dollars canadiens)	**2024**	2023
Salaires et avantages sociaux	**23 953**	16 272
Services professionnels	**3 182**	4 144
Coûts d'administration	**1 929**	1 819
Occupation	**1 593**	1 097
Déplacements, accueils et conférences	**1 319**	975
Services d'information	**791**	131
Coûts des systèmes	**652**	940
Marketing et communications	**553**	593
Autres	**506**	830
Total des charges administratives	**34 478 $**	26 801 $

17. Régimes de prestations de retraite

FinDev Canada participe à quatre régimes d'avantages d'EDC. Il existe deux régimes de retraite qui contiennent des composantes à prestations déterminées et à cotisations déterminées, soit le Régime de retraite enregistré (« RRE ») et le Régime de retraite complémentaire (« RRC »), ainsi que deux autres régimes d'avantages. Pour obtenir une description détaillée de ces régimes, veuillez consulter la note 10 du Rapport annuel 2024 d'EDC.

Nous capitalisons ces avantages en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. En 2024, notre contribution à la capitalisation de notre participation au régime d'avantages s'est établie à 1,6 million de dollars (1,0 million de dollars au 31 décembre 2023), somme incluse dans les salaires et avantages.

18. Transactions entre parties liées

Apports d'Affaires mondiales Canada

Les apports de donateurs que FinDev Canada a reçus comprennent ceux venant d'Affaires mondiales Canada (« AMC »). En 2021, FinDev Canada a reçu des apports de 75,9 millions de dollars d'AMC dans le cadre d'une facilité à des conditions libérales, aux termes de laquelle FinDev Canada détiendra, gérera, administrera, utilisera et investira des fonds, dont les résultats financiers sont conservés séparément de nos comptes et seront consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada. Au 31 décembre 2024, le solde de ces apports se chiffrait à 45,1 millions de dollars (50,4 millions au 31 décembre 2023), la baisse étant principalement attribuable aux déboursements au titre des prêts, ainsi qu'aux frais administratifs perçus par FinDev Canada. Les montants de la partie de la facilité destinée aux charges administratives et à l'assistance technique sont comptabilisés dans nos états financiers en tant que produits différés jusqu'à ce qu'ils soient acquis. Voir la note 9 pour d'autres précisions.

Instruments dérivés

FinDev Canada négocie uniquement des instruments dérivés avec EDC, notamment des swaps de devises et des contrats de change à terme. Voir la note 8 pour d'autres précisions.

Emprunts

Comme il est mentionné à la note 7, FinDev Canada a reçu d'EDC des emprunts à terme et à taux fixe, ainsi que des emprunts renouvelables à taux variable. Les emprunts ont été effectués dans des conditions commerciales normales, entre autres, à des taux d'intérêt de marché. Au 31 décembre 2024, l'encours des emprunts contractés avec EDC se chiffrait à 305,2 millions de dollars (289,3 millions au 31 décembre 2023).

Dette envers Exportation et développement Canada

En 2024, FinDev Canada a versé 1,9 million de dollars à EDC (1,8 million en 2023) en contrepartie de services contractuels communs, pour les besoins du siège social et pour des rôles spécialisés. La prestation des services communs est régie par une série d'accords de service qui reflètent les meilleures pratiques de l'industrie. Les montants dus à EDC pour des services communs, chiffrés à 5,1 millions de dollars au 31 décembre 2024 (3,2 millions au 31 décembre 2023), ne portent pas intérêt ni ne sont assujettis à des modalités de remboursement précises.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants, définis comme étant les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de FinDev Canada, englobent le Conseil d'administration et l'équipe de direction.

La rémunération payée ou à payer aux principaux dirigeants au cours de l'exercice, y compris les avantages autres qu'en trésorerie qui sont imposables, s'est élevée à 3,8 millions de dollars (3,1 millions au 31 décembre 2023).

FinDev Canada

Déclaration de 2024 liée au climat de FinDev Canada

L'action pour le climat et la nature, l'un des trois objectifs de FinDev Canada en matière d'impact sur le développement, est au cœur de notre double mandat, c'est-à-dire générer un impact significatif sur le développement tout en assurant notre viabilité financière. Nous reconnaissons que le changement climatique est un enjeu systémique mondial qui touche de manière disproportionnée les populations des pays en développement, en particulier les femmes et les autres populations vulnérables. L'action pour le climat et la nature doit être déployée à grande échelle pour répondre à l'urgence climatique et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

La Stratégie sur les changements climatiques de FinDev Canada décrit comment notre Politique sur les changements climatiques est mise en œuvre dans l'ensemble de nos activités d'investissement, nos opérations et nos partenariats. Elle guide nos efforts pour intégrer les questions climatiques dans la prise de décisions et pour encourager un développement sobre en carbone et résilient aux dérèglements climatiques.

Le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), établi par le Conseil de stabilité financière du G20, a mis en place un cadre cohérent reconnu mondialement pour aider la communauté financière à repérer, à évaluer et à divulguer les occasions et les risques liés au climat[1]. Depuis 2021, FinDev Canada met en œuvre progressivement les recommandations du GIFCC et rend compte des progrès réalisés.

Ce rapport 2024 est notre quatrième publication consécutive sur le climat. Il reflète notre engagement sans faille en faveur de la transparence, de l'amélioration continue et de l'intégration des considérations relatives au climat et à la nature à notre stratégie, à notre gouvernance, à notre gestion des risques et à nos indicateurs de rendement. La présente publication a pour but de fournir aux parties prenantes des informations claires sur l'incidence des changements climatiques sur notre travail et nos façons de faire.

Gouvernance

Divulguer la gouvernance de l'organisation en matière de risques et d'occasions liés au climat.

Établie en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (LCSA), FinDev Canada est une filiale d'Exportation et développement Canada (EDC). FinDev Canada est régie par un conseil d'administration indépendant, nommé par le conseil d'administration d'EDC. Le conseil d'administration de FinDev Canada est présidé par la présidente et cheffe de la direction d'EDC et composé de membres du conseil d'administration d'EDC et de membres indépendants possédant une expertise et une expérience pertinentes pour nos activités et nos marchés.

L'action pour le climat et la nature, l'un des trois objectifs stratégiques de FinDev Canada en matière d'impact sur le développement, est au cœur de notre double mandat, c'est-à-dire générer un impact significatif sur le développement tout en assurant notre viabilité financière. Notre Politique d'impact sur le développement définit le cadre général de l'impact que nous cherchons à produire à l'échelle de nos activités de financement et d'investissement. Elle guide nos objectifs stratégiques, ainsi que la conception et la mise en œuvre de notre politique et de notre stratégie sur les changements climatiques.

Depuis la création de Findev Canada en 2018, la stratégie d'investissement est intentionnellement axée sur les secteurs propices à une économie résiliente au climat et sobre en carbone, notamment les énergies renouvelables ainsi que l'agriculture et la foresterie durables. En 2021, FinDev Canada a adopté sa première Politique sur les changements climatiques afin de promouvoir des solutions d'atténuation et d'adaptation par l'intermédiaire de ses investissements et activités. Cette politique a été suivie d'une première Stratégie sur les changements climatiques, qui décrit les domaines d'action climatique prioritaires de l'organisation. La politique est approuvée par le conseil d'administration, tandis que la stratégie est approuvée et mise en œuvre par l'équipe de direction de FinDev Canada.

Le conseil d'administration reçoit des mises à jour trimestrielles sur le portefeuille et le bassin d'occasions de FinDev Canada, notamment des mesures liées au climat comme le volume de financement climatique et les progrès réalisés par rapport aux objectifs de financement climatique.

L'évaluation des occasions liées au climat fait partie intégrante du processus de prise de décision de FinDev Canada en matière de financement et d'investissement. Une analyse de la contribution positive actuelle et potentielle aux mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation est effectuée pour chaque nouvelle occasion de financement et d'investissement. Cette même analyse est menée sur une base annuelle pour l'ensemble du portefeuille. Les risques physiques et les risques liés à la transition sont également évalués pour chaque nouvelle transaction, à l'étape de la présélection et du contrôle préalable.

Les risques et les occasions liés au climat découlant de chaque transaction sont évalués par l'équipe responsable du risque climatique et l'équipe responsable de l'impact sur le développement, respectivement, qui relèvent de la cheffe de l'impact. Ces risques et occasions sont consignés dans les dossiers soumis au comité d'investissement, composé de la cheffe de la direction et de cadres de FinDev Canada, et, au besoin, de membres du conseil d'administration.

Afin d'harmoniser les objectifs climatiques et le rendement de l'organisation, le programme de rémunération au rendement de FinDev Canada intègre des cibles de financement climatique. Ces dernières sont approuvées par le conseil d'administration et vérifiées par la fonction d'audit interne d'EDC.

[1] Publiées en 2017, les recommandations du GIFCC sont aujourd'hui la référence mondiale en matière d'informations financières liées au climat. Ayant rempli sa mission, le GIFCC a été dissous en octobre 2023. La IFRS Foundation, qui a pris le relais, est maintenant chargée de suivre les progrès des déclarations sur le climat des entreprises.

Stratégie

Divulguer, lorsqu'ils sont importants, les impacts réels et potentiels des risques et occasions liés au climat sur les activités, la stratégie et la planification financière de l'organisation.

Compte tenu des secteurs et des pays où elle exerce ses activités, FinDev Canada est davantage exposée aux risques physiques liés aux changements climatiques qu'aux risques de transition. Nos régions prioritaires (Indo-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique subsaharienne) sont particulièrement vulnérables aux aléas climatiques et leur capacité d'adaptation est souvent limitée. Par ailleurs, notre stratégie d'investissement privilégie les secteurs à faible émission de carbone qui sont relativement moins exposés aux risques de transition. Bon nombre de ces secteurs, tels que les énergies renouvelables et autres infrastructures durables, ainsi que l'agriculture et la foresterie adaptées au climat, sont avantageusement placés pour tirer profit de la transition vers une économie sobre en carbone.

Avec un horizon d'investissement de un à 25 ans, FinDev Canada reconnaît que les risques physiques liés aux changements climatiques de ses placements pourraient se concrétiser à court terme (dans moins de 5 ans), à moyen terme (d'ici 5 à 15 ans) et à long terme (dans plus de 15 ans). Une partie de la clientèle est déjà touchée par des perturbations climatiques, plus particulièrement dans le secteur agricole, ce qui témoigne de l'urgence de renforcer la résilience.

Nous mettons en œuvre notre stratégie en matière de changements climatiques par le biais de quatre priorités d'action, qui englobent des initiatives au niveau du portefeuille et de l'organisation. Celles au niveau du portefeuille comprennent l'investissement de capitaux dans des transactions sobres en carbone et résilientes au climat afin d'accroître la proportion de financement climatique au sein de notre portefeuille. À la fin de 2024, le financement climatique représentait 38 % de nos engagements totaux. Nous encourageons aussi nos entreprises clientes à mettre en place des initiatives climatiques, notamment au moyen de prêts consentis par des intermédiaires financiers, mais aussi en leur offrant une assistance technique pour les aider à renforcer leur résilience climatique et à préparer leur transition, que ce soit pour :

- repérer et gérer les risques physiques et de transition liés au climat;
- mesurer et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES); ou
- intégrer les considérations climatiques dans la gouvernance, la stratégie et les rapports.

Nous reconnaissons aussi que les dérèglements climatiques et la perte de biodiversité sont des enjeux inextricablement liés qui s'exacerbent mutuellement, et que l'interdépendance du climat et de la nature témoigne du rôle indispensable des solutions basées sur la nature dans la lutte contre les changements climatiques, et inversement. Nous visons à intégrer les questions relatives à la nature et à la biodiversité dans notre stratégie et nos activités, en les traitant à la fois comme des risques à gérer et des occasions à saisir. Nos investissements dans l'agriculture et la foresterie durables et les prêts bleus par le biais d'intermédiaires financiers reflètent notre engagement à protéger et à restaurer le capital naturel.

Gestion des risques

Divulguer comment l'organisation détecte, évalue et gère les risques liés au climat.

FinDev Canada évalue les risques physiques et de transition liés au climat pour toutes les transactions. En 2022, nous avons défini une approche d'évaluation des risques physiques liés aux changements climatiques qui s'applique aux nouvelles transactions d'investissement et de financement. Cela nous a permis d'évaluer les risques physiques liés aux changements climatiques de toutes les nouvelles transactions directes (entreprises et projets) en 2022, et de toutes les nouvelles transactions en 2023.

Cette approche est basée sur l'évaluation des risques climatiques propres au contexte de chaque transaction. On estime d'abord le risque inhérent fondé sur les aléas, l'exposition et la vulnérabilité, puis les mesures d'adaptation au risque des contreparties sont prises en compte pour déterminer le risque climatique résiduel d'une transaction donnée.

Depuis 2023, FinDev Canada évalue également les risques de transition liés aux changements climatiques de toutes les nouvelles transactions. À l'heure actuelle, nous évaluons ce type de risque à haut niveau en nous fondant sur la concentration du portefeuille des contreparties dans des secteurs à fortes émissions.

FinDev Canada continue de peaufiner sa façon d'évaluer les risques de transition dans le but d'améliorer son évaluation au niveau des transactions, de mettre en place une approche de gestion des risques climatiques au niveau du portefeuille dans son ensemble, et d'approfondir la gestion des risques climatiques dans son processus d'investissement. Pour ce faire, une analyse des approches actuelles de gestion des risques climatiques d'organisations semblables est effectuée au niveau des transactions et des portefeuilles.

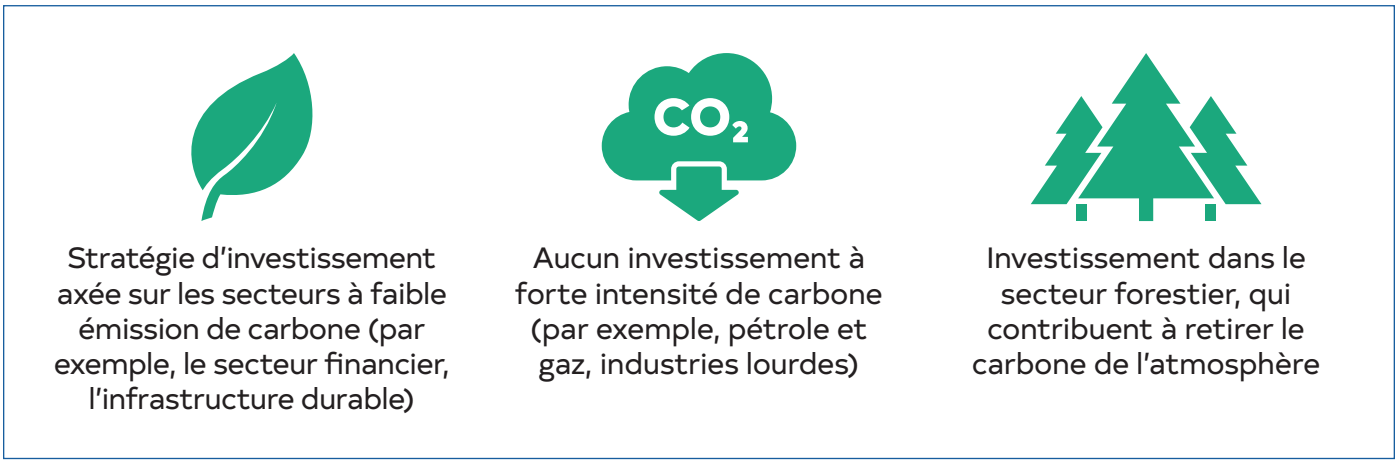
Mesures et objectifs

Divulguer les mesures et les objectifs utilisés pour évaluer et gérer les risques et les occasions liés aux changements climatiques, lorsque ces informations sont importantes.

FinDev Canada n'est pas directement exposée à des actifs à forte intensité de carbone et le financement et les placements liés au climat (« financement climatique ») représentent 35,5 % de son portefeuille au 31 décembre 2024. Le financement climatique est mesuré conformément aux *Common Principles for Climate Mitigation Finance Tracking* et aux *Common Principles for Climate Adaptation Finance Tracking* des banques de développement multilatérales et de l'International Development Finance Club (IDFC). FinDev Canada s'est engagée à augmenter la proportion du financement climatique à 35 % de ses engagements totaux d'ici 2025, une cible qui est en voie d'être atteinte. À ce jour, FinDev Canada a construit un portefeuille dont les émissions nettes sont négatives, tant pour les émissions annuelles de GES du portefeuille de 2024 que pour les émissions cumulatives de GES depuis sa création en 2018. En d'autres termes, depuis que FinDev Canada existe, nos investissements et nos prêts ont contribué à retirer plus de carbone de l'atmosphère qu'ils n'ont généré de GES (figure 1).

Notre portefeuille net négatif ne comprend que les émissions de l'économie réelle, à savoir les GES générés et l'élimination ou la séquestration du carbone (tableau 1). Puisque les émissions séquestrées attribuées sont plus importantes que les émissions générées attribuées, nous considérons que notre portefeuille est net négatif.

FIGURE 1 : TROIS GRANDS FACTEURS SOUTENANT LES ÉMISSIONS DE GES NETTES NÉGATIVES DE FINDEV CANADA



Nous mesurons également les émissions évitées grâce à nos investissements dans des projets d'énergie renouvelable. Cette mesure représente les émissions qui auraient été générées en l'absence de ces projets. Bien que les émissions évitées constituent une contribution positive quantifiable à la décarbonisation, elles sont calculées et rapportées séparément du cadre de référence de la carboneutralité, en conformité avec les meilleures pratiques internationales[2]. Nos projets d'énergie renouvelable ont produit 3 564 GWh d'énergie propre.

TABLEAU 1. ÉMISSIONS DE GES GÉNÉRÉES, SÉQUESTRÉES ET ÉVITÉES, ATTRIBUÉES À FINDEV CANADA (TCO2E)

Catégories	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total de 2018 à 2024
Émissions générées	252	1 325	1 998	3 051	3 631	14 694	16 811	41 762
Émissions séquestrées	0	0	10 682	26 040	36 132	40 374	61 399	174 627
Émissions évitées	15 310	25 045	22 517	32 145	46 017	30 654	23 053	194 741

Remarque : Ces calculs ont été vérifiés par EDC. *Pour corriger une erreur de calcul, les émissions générées en 2023 ont été ajustées de 14 324 tCO2e (résultat présenté dans la Déclaration de 2023 liée au climat de FinDev Canada) à 14 694 tCO_2e.*

[2] Par exemple, les cibles fondées sur la science (2023) de la *SBTi Corporate Net-Zero Standard* (p. 31). Net-Zero-Standard.pdf (sciencebasedtargets.org)

FinDev Canada mesure les émissions de GES générées, séquestrées et évitées de chaque nouvel investissement et surveille ces émissions au moins une fois par an pendant la période d'investissement. Les émissions générées comprennent les émissions de GES de portée 1 et de portée 2 associées à nos prêts et investissements. Elles sont calculées à l'aide :

- de la norme *Global GHG Accounting and Reporting Standard for the Financial Industry* du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) (prêts aux entreprises et catégorie d'actifs non cotés en bourse) pour les prêts et les prises de participation dans des entreprises privées, qui représentent 47 % des émissions générées financées en 2024;
- de critères développés en interne conformément à la norme du PCAF pour les investissements indirects dans les fonds et les intermédiaires financiers, qui représentent 53 % des émissions générées financées en 2024.

Ces émissions sont attribuées à FinDev Canada en fonction de notre proportion de financement et couvrent 100 % de nos prêts et investissements. En ce qui concerne les données sur les GES, 75 % des émissions ont été déclarées par nos entités clientes et bénéficiaires en 2024. Les 25 % restants ont été estimés à l'aide du Joint Impact Model, pour un score combiné de qualité des données pondéré par le PCAF de 2,6 sur 5.

Au-delà de notre portefeuille net négatif, notre engagement envers des opérations carboneutres s'étend aux émissions de GES de portées 1 et 2 de FinDev Canada, ainsi qu'à celles de portée 3 produites par les déplacements professionnels. Avec les émissions de GES de portée 3 provenant des investissements, ces activités représentent les plus importantes sources d'émissions sur lesquelles FinDev Canada exerce un contrôle.